

**Bulletin Trimestriel**  
**Conjoncture économique, monétaire et financière**  
**Îles de Wallis et Futuna**

**N° 135**  
**2nd trimestre 2008**

<b>SOMMAIRE</b>
-----------------

<b>SYNTHESE .....</b>	<b>3</b>
<b>1. L'Analyse de la conjoncture .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1 L'enquête de conjoncture.....</b>	<b>4</b>
1.1.1 Note méthodologique.....	4
1.1.2 Analyse de la conjoncture au 30 juin 2008.....	5
<b>1.2 La demande des menages .....</b>	<b>10</b>
1.2.1 La consommation des ménages .....	10
1.2.2 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages .....	12
<b>1.3 Les principaux indicateurs économiques.....</b>	<b>13</b>
1.3.1 L'emploi .....	13
1.3.2 Les salaires.....	13
1.3.3 Les prix .....	14
1.3.4 Le commerce extérieur .....	14
1.3.5 Suivi des recettes fiscales.....	15
1.3.6 L'énergie.....	17
1.3.7 Les échanges .....	20
1.3.8 Les télécommunications.....	21
1.3.9 Evolution des cours de change.....	22
<b>2. L'évolution monétaire et financière .....</b>	<b>23</b>
<b>2.1 Les actifs financiers .....</b>	<b>25</b>
2.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte auprès de la clientèle non financière (Tableau I) .....	25
2.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (Tableau II).....	27
2.1.3 Les actifs financiers par agents économiques (Tableau III) .....	28
2.1.4 Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures (dépôts HZE) .....	29
<b>2.2 Les passifs financiers.....</b>	<b>31</b>
2.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission (Tableau IV).....	31
2.2.2 Les concours accordés par les établissements de crédit installés hors de la zone d'émission (Tableau V).....	32
2.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place (Tableau IV + V)....	34
<b>2.3 La masse monétaire (M3) et ses contreparties.....</b>	<b>36</b>
2.3.1 La masse monétaire (tableau VI) .....	36
2.3.2 Les contreparties de la masse monétaire (Tableau VII).....	37
<b>2.4 L'équilibre emplois/ressources des EC locaux (Tableau VIII).....</b>	<b>38</b>
<b>2.5 Rappel des taux .....</b>	<b>39</b>
2.5.1 Le taux d'intérêt légal.....	39
2.5.2 Les taux d'intervention de l'IEOM .....	39
2.5.3 Les taux du marché .....	39
2.5.4 Les taux d'usure .....	40
<b>3. Les Missions de l'IEOM .....</b>	<b>41</b>
<b>3.1 L'émission des signes monétaires.....</b>	<b>41</b>
<b>3.2 Les opérations de compensation interbancaire.....</b>	<b>42</b>

## SYNTHESE

### L'activité économique à Wallis-et-Futuna

**Alors que les chefs d'entreprises font part d'un ralentissement de leur activité au second trimestre 2008...**

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture laissent apparaître une évolution plutôt défavorable de l'activité au second trimestre 2008. Dans un contexte de dégradation des charges (hors frais de personnel), associé à un décalage entre les paiements des clients et ceux des fournisseurs, la trésorerie des entreprises se tend. Malgré cela, les entrepreneurs poursuivent leurs programmes d'investissements et ceci grâce à la défiscalisation.

#### **...la croissance de la consommation des ménages s'est améliorée...**

La consommation des agents économiques au second trimestre 2008 apparaît plus dynamique qu'au trimestre précédent, notamment au regard des indicateurs suivants : augmentation des recettes des droits de douanes et taxes d'entrée de 14,2% en glissement annuel, augmentation de 12,1 % des recettes issues des taxes intérieures de consommation, et accroissement de 31 % en variation trimestrielle de l'encours des prêts personnels non affectés. De plus, les importations enregistrent une hausse de 28,2 % pour s'établir à 1.520,8 millions de F CFP par rapport au trimestre précédent, en raison des augmentations respectives des produits alimentaires (+34,6 %), des fournitures BTP (+93,9 %) et des linges et accessoires (+79,8 %) à 66,6 millions de F CFP.

#### **...ainsi que leur situation financière...**

Au 30 juin 2008, le nombre de personnes en interdicts bancaires s'établit à 368, en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent.

#### **...malgré une hausse des prix qui perdure.**

L'indice des prix à la consommation affiche une hausse de 0,8 % au 30 juin 2008, en glissement trimestriel, stimulée par l'augmentation des prix des services (+2,3 %) et des produits alimentaires (+2 %). En revanche, les prix des produits manufacturés enregistrent une baisse de 1 % ce trimestre.

#### **Enfin, les agrégats monétaires et financiers sont orientés favorablement.**

A fin juin 2008, les dépôts locaux<sup>2</sup> enregistrent une nette amélioration de 26,4 %, en glissement annuel pour s'établir à 4.239 millions de F CFP. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des dépôts à vue (+ 30,3%) et des dépôts à terme (+56,2 %) de la banque locale. En rythme trimestriel, l'ensemble des actifs financiers affiche un taux de croissance de 7,8 % au 30 juin 2008. A noter également que les dépôts du Trésor Public enregistrent une hausse de 52 % en rythme trimestriel.

Ces évolutions traduisent une hausse de 6,7 % de la masse monétaire M3 au second trimestre 2008, en rythme trimestriel.

En glissement annuel, le montant des concours bruts octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) a augmenté de 2,4 % à 3.012 millions de F CFP.

<sup>2</sup> Constitués de 52,6 % de dépôts à vue, et 24,1 % de dépôts à terme.

# **1. L'ANALYSE DE LA CONJONCTURE**

## **1.1 L'ENQUETE DE CONJONCTURE**

















L'IEOM de Mata'Utu a réalisé pour le vingt-troisième trimestre consécutif une enquête de conjoncture auprès d'un échantillon de 50 entreprises parmi les principaux secteurs du Territoire : le commerce, les services et le BTP. Cette enquête, accomplie sur le mois de juillet 2008, a porté sur le second trimestre 2008 et sur les perspectives pour le troisième trimestre 2008. L'échantillon ne permettant toujours pas d'établir une décomposition des résultats par secteur, une analyse globale a donc été effectuée. Sur l'ensemble des entreprises interrogées, 56 % ont répondu à l'enquête ce trimestre contre 62 % au trimestre précédent.

Un ensemble de graphiques a été introduit depuis le BT n°129, récapitulant l'évolution des soldes d'opinions depuis plusieurs années. Outre le support d'analyse économique au niveau local, l'objectif est également d'apporter aux chefs d'entreprises un outil d'aide à la décision.

### **1.1.1 NOTE METHODOLOGIQUE**

Les dirigeants sont interrogés sur l'évolution des caractéristiques économiques de leur établissement, par rapport au trimestre précédent et sur leurs prévisions pour le trimestre suivant. Les réponses des entrepreneurs sont traitées selon un barème prédéfini (note de 1 à 3, selon que la situation s'est dégradée, est restée stable ou s'est améliorée). Une moyenne des notes, pondérée par les effectifs des entreprises, permet ensuite de dégager la tendance globale d'une caractéristique.

Ainsi, une valeur comprise entre 1 et 1,75 correspond à un recul, une valeur située entre 1,75 et 2,25 correspond à une stabilité et un résultat compris entre 2,25 et 3 correspond à une hausse. Dans les tableaux, une flèche pointant vers le bas correspond à une dégradation, une flèche pointant vers le haut correspond à une amélioration et une flèche horizontale caractérise la stabilité. Les commentaires sont basés sur une décomposition plus fine des notes. Ils prennent également en compte les observations des répondants, réalisées sur les questions ouvertes.

<b>EXEMPLE</b>							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
 Amélioration	 Hausse	 Allègement	 Allègement	 Plus courts	 Accroissement	 Hausse	 Embauches
 Dégradation	 Baisse	 Alourdissement	 Alourdissement	 Plus longs	 Dégradation	 Baisse	 Licenciements

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.

### 1.1.2 ANALYSE DE LA CONJONCTURE AU 30 JUIN 2008

#### La conjoncture au second trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent :

Au second trimestre 2008, les chefs d'entreprises ont observé un fléchissement de leur activité. A cela, s'ajoute la persistance de l'alourdissement des charges qui pèsent sur la trésorerie des entreprises qui se dégrade. En dépit des difficultés de trésorerie, les entrepreneurs poursuivent leurs investissements et ceci grâce à la défiscalisation, seul outil permettant aux entreprises de développer leur activité.

A noter également une hausse des prix de vente, une relative stabilité des frais de personnel, et une baisse du marché de l'emploi.

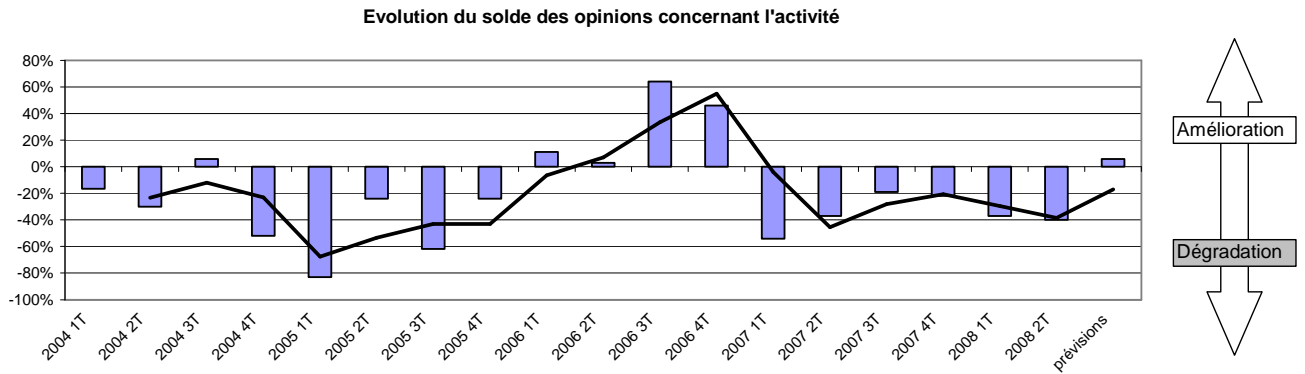
EVOLUTIONS							
Par rapport au trimestre précédent							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
↘	↗	↘	→	→	↘	↗	↘

#### Anticipations des chefs d'entreprises pour le troisième trimestre 2008 :

Pour le trimestre à venir, les professionnels anticipent une stabilité de leur courant d'affaires, des délais de paiements, et de la trésorerie. En revanche, ils envisagent une hausse de leur prix de vente.

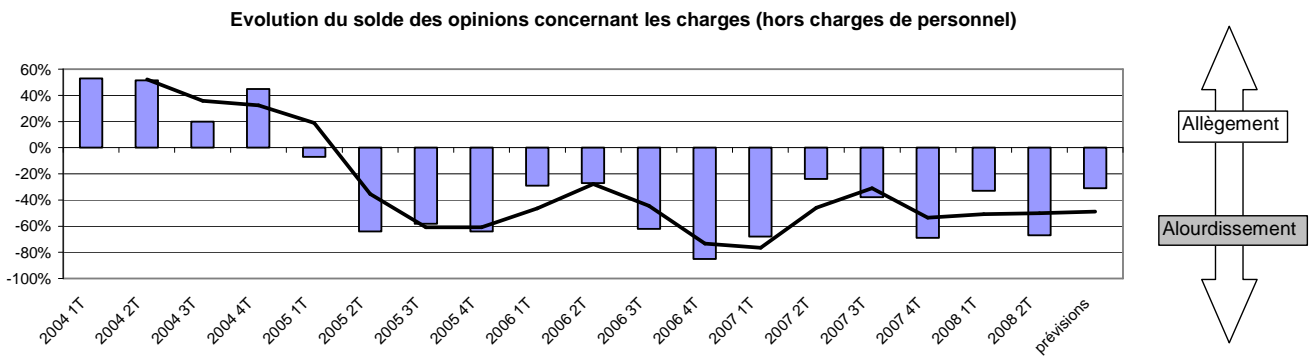
PREVISIONS							
Pour le troisième trimestre							
Activité	Prix de vente	Charges (hors frais de personnel)	Frais de personnel	Délais de paiement clients	Trésorerie	Investissement	Emploi
→	↗	↘	→	→	→	↗	→

Evolution des soldes d'opinion



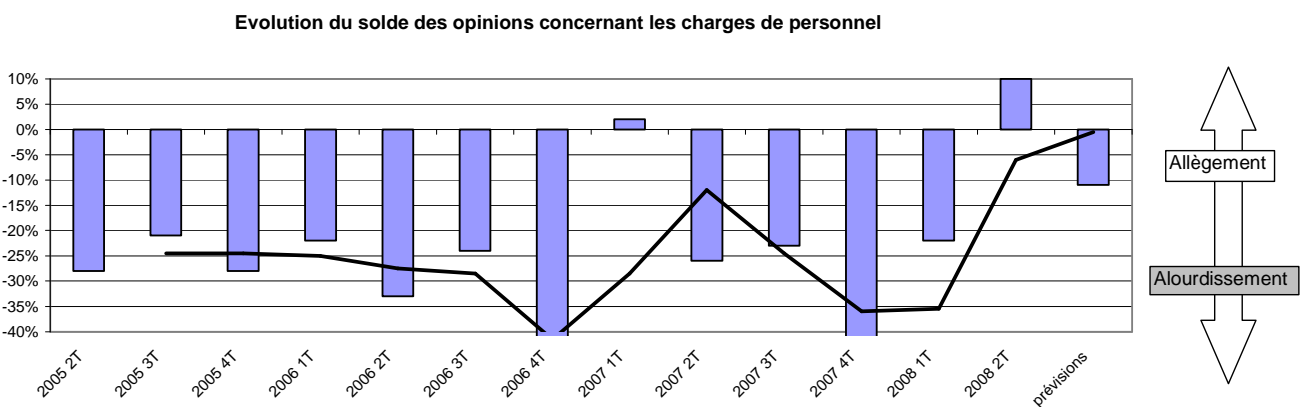
Source IEOM - enquête de conjoncture.

L'opinion portée par les chefs d'entreprises sur leur activité du second trimestre s'est en effet révélée négative. Néanmoins, ils prévoient une amélioration sur le prochain trimestre.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

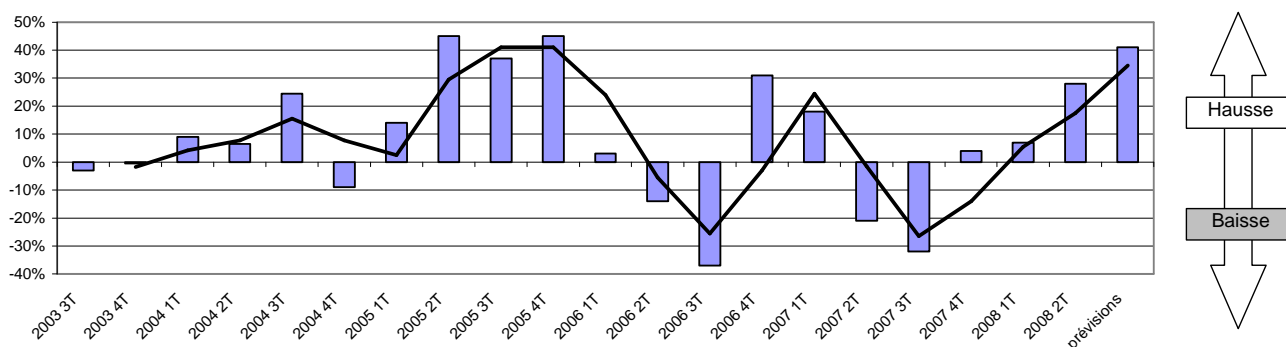
Selon les dirigeants, l'alourdissement des charges constaté depuis le second trimestre 2005 s'est à nouveau confirmé au second trimestre 2008. Toutefois le poids des charges semblerait s'orienter favorablement au trimestre suivant.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

A fin juin 2008, les professionnels signalent une nette amélioration des charges de personnel par rapport au trimestre précédent. En revanche, ils anticipent un alourdissement de ces charges sur le trois mois à venir.

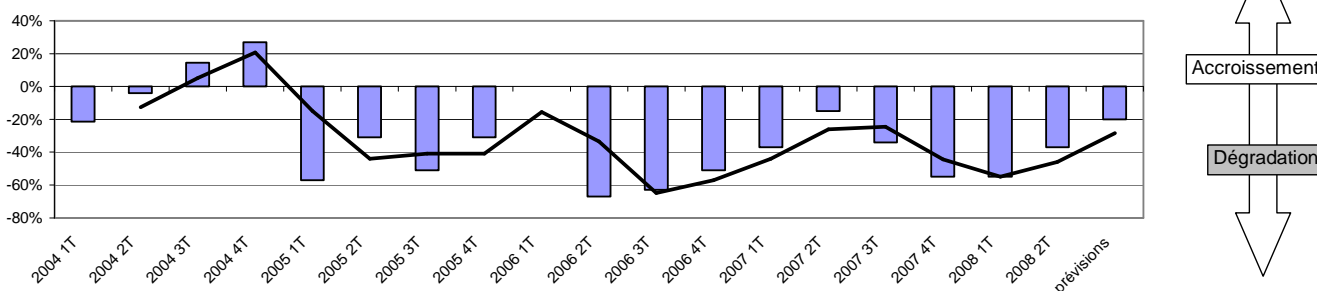
Evolution du solde des opinions concernant le prix de vente



Source IEOM - enquête de conjoncture.

La hausse des prix de vente constatée depuis la fin de l'année 2007 s'est renforcée ce trimestre. Les chefs d'entreprises n'envisagent pas d'amélioration pour le troisième trimestre.

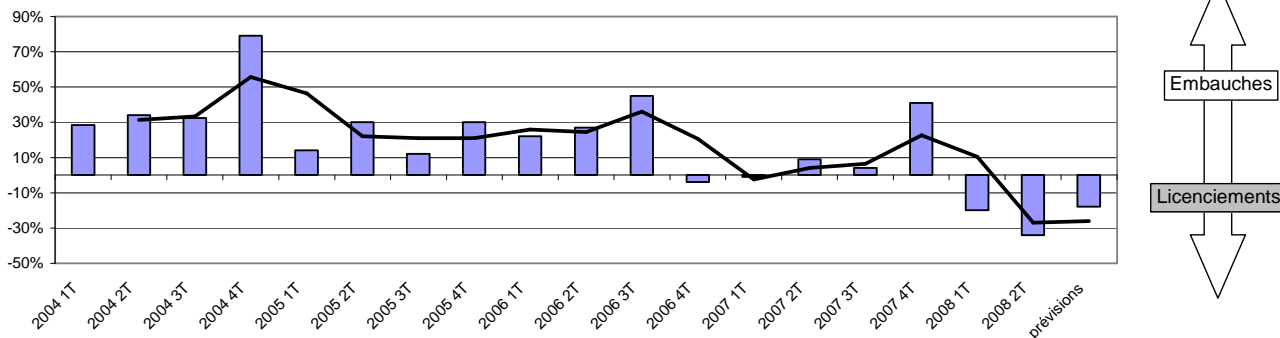
Evolution du solde des opinions concernant la trésorerie



Source IEOM - enquête de conjoncture.

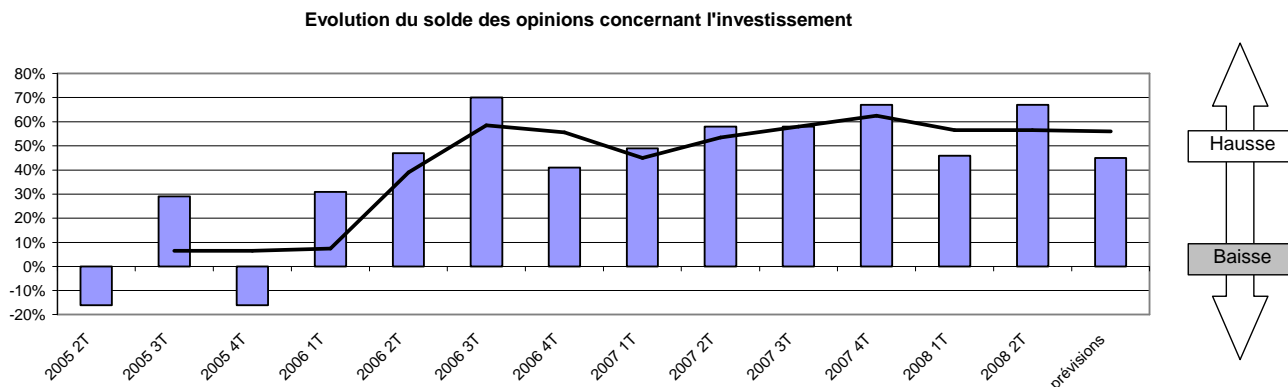
Les chefs d'entreprises interrogés déplorent toujours une dégradation de leur trésorerie sur le second trimestre 2008. Cependant, ils prévoient un léger accroissement de leur trésorerie le trimestre à venir.

Evolution du solde des opinions concernant l'emploi



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Le solde d'opinion concernant l'emploi se révèle plutôt négatif sur le second trimestre 2008. En effet, certains dirigeants affirment avoir licencié ce trimestre et n'envisagent pas de création de poste au prochain trimestre.



Source IEOM - enquête de conjoncture.

Les entrepreneurs poursuivent leurs programmes d'investissements en dépit des difficultés de trésorerie connues ces derniers trimestres et du manque de dynamisme de l'activité.

#### Points particuliers soulignés par les entreprises :

Parmi les commentaires formulés par les entreprises, nous mettons en exergue les points suivants :

- ✓ Les entrepreneurs mentionnent à nouveau dans cette enquête de conjoncture le manque de souplesse de la part des établissements de crédits concernant les crédits et la difficulté d'accès aux différentes aides financières disponibles. Le seul outil permettant aux entrepreneurs de réaliser ou de renouveler leurs investissements demeure la défiscalisation.
- ✓ Les dirigeants notent une augmentation des taxes à l'importation et des patentes, qui couplées à un alourdissement des charges lié à une augmentation des prix (hydrocarbures, électricité, fret maritime, etc.), et un décalage entre les paiements des clients et ceux des fournisseurs, renforce la dégradation de la situation de trésorerie des entreprises.



Evolution du nombre d'entreprises

*Avertissement : Il n'existe pas sur le Territoire de registre d'immatriculation des entreprises, en l'absence de Chambre de commerce ou de Chambre des métiers. Les statistiques fournies par le Service des Contributions diverses reflètent le nombre de patentes réglées par les Etablissements par secteurs d'activité.*

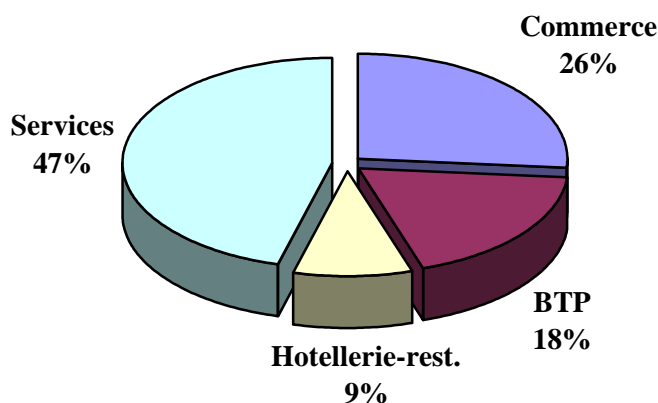
En fin de second trimestre, le solde net des créations d'entreprises s'établit à 70 entreprises, soit une augmentation de 16,6 % par rapport au trimestre précédent. On constate que sur la période, 87 entreprises ont été créées et 17 ont déposé le bilan. Le secteur des services est le plus actif avec 47 créations pour 7 fermetures.

*Entreprises de Wallis et Futuna*

Secteurs	Nombre total d'entreprises au 31/12/07	Nombre total d'entreprises au 31/03/08	Fermetures 2nd trimestre 2008	Créations 2nd trimestre 2008	Nombre total d'entreprises au 30/06/08
Commerce	125	129	5	6	130
BTP	63	68	3	26	91
Hotellerie-rest.	36	39	2	8	45
Services	170	186	7	47	226
<b>Total</b>	<b>394</b>	<b>422</b>	<b>17</b>	<b>87</b>	<b>492</b>

Source : Service des contributions diverses

La croissance du nombre d'entreprises dans le secteur des services depuis la fin de l'année 2007 se poursuit au second trimestre 2008, passant ainsi de 170 entreprises au 31/12/2007 à 226 entreprises six mois plus tard. Le secteur du BTP enregistre 28 créations entre fin décembre 2007 et fin juin 2008.

**Répartition des entreprises par secteur au 30/06/08**

Source : Service des contributions diverses

## 1.2 LA DEMANDE DES MENAGES

### 1.2.1 LA CONSOMMATION DES MENAGES

#### Le produit des taxes intérieures de consommation :

A fin juin 2008, les taxes intérieures de consommation enregistrent une hausse de 12,1 % par rapport à la même période de l'année précédente, à 225,8 millions de F CFP en cumul annuel. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse des taxes perçues sur les alcools (+31,4 %). Les taxes intérieures de consommation sur les tabacs et les hydrocarbures progressent respectivement de 1,2 % et 2,1 % sur la période.

#### *Evolution des taxes intérieures de consommation*

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	Cumul au 30/06/2007	Cumul au 30/06/2008	Variation cumul / cumul (n-1)
Taxe intérieure de consommation - alcools	70,9	93,2	31,4%
Taxe intérieure de consommation - tabacs	62,8	63,6	1,2%
Taxe intérieure de consommation - hydrocarbures	67,6	69,0	2,1%
<b>TOTAL</b>	<b>201,3</b>	<b>225,8</b>	<b>12,1%</b>

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

#### Les crédits à la consommation :

Au 30 juin 2008, l'encours des crédits à la consommation atteint 992,6 millions de F CFP, en hausse de 13,7 % sur un an. Cette croissance résulte de la progression sensible des prêts personnels non affectés (+22,6 %) visant à financer des équipements des ménages. En revanche, sur la période, les prêts personnels affectés enregistrent une baisse de 6,7 %, en raison d'une nette diminution des crédits sur les véhicules.

En variation trimestrielle, l'encours des crédits à la consommation accuse une hausse de 13,7 % sur le second trimestre 2008. Les prêts personnels non affectés ainsi que les prêts affectés suivent respectivement les mêmes tendances qu'au niveau annuel.

#### *Encours des crédits à la consommation*

<i>en milliers de F CFP</i>	30/06/2007	31/03/2007	30/06/2008	Variation sur trois mois	Variation sur un an
<b>prêts personnels (non affectés)</b>	<b>608 466</b>	<b>569 231</b>	<b>745 752</b>	<b>31,0%</b>	<b>22,6%</b>
véhicules	204 209	264 793	180 347	-31,9%	-11,7%
<i>véhicules neufs</i>	<i>201 601</i>	<i>260 558</i>	<i>178 192</i>	<i>-31,6%</i>	<i>-11,6%</i>
<i>véhicules occasion</i>	<i>2 608</i>	<i>4 235</i>	<i>2 155</i>	<i>-49,1%</i>	<i>-17,4%</i>
appareils ménagers	60 514	39 159	66 541	69,9%	10,0%
divers	0	0	0	-	-
<b>sous total prêts affectés</b>	<b>264 723</b>	<b>303 952</b>	<b>246 888</b>	<b>-18,8%</b>	<b>-6,7%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>873 189</b>	<b>873 183</b>	<b>992 640</b>	<b>13,7%</b>	<b>13,7%</b>

Source : BWF

Les achats de véhicules neufs :

Au second trimestre 2008, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs accuse une baisse de 8,1 % par rapport au trimestre précédent. Ce ralentissement résulte d'une diminution de 8,5 % des ventes de véhicules sur Wallis. En revanche, les ventes des deux roues enregistrent une hausse de 92,9 % sur le trimestre, stimulées par la vente de 10 unités de plus qu'au trimestre précédent sur Wallis (à 38 véhicules au 30 juin 2008) et de 16 sur Futuna.

En cumul glissant sur douze mois, les ventes de véhicules automobiles révèlent une baisse de 6,6 % tandis que celles des deux roues sont en hausse de 98,8 % ce trimestre.

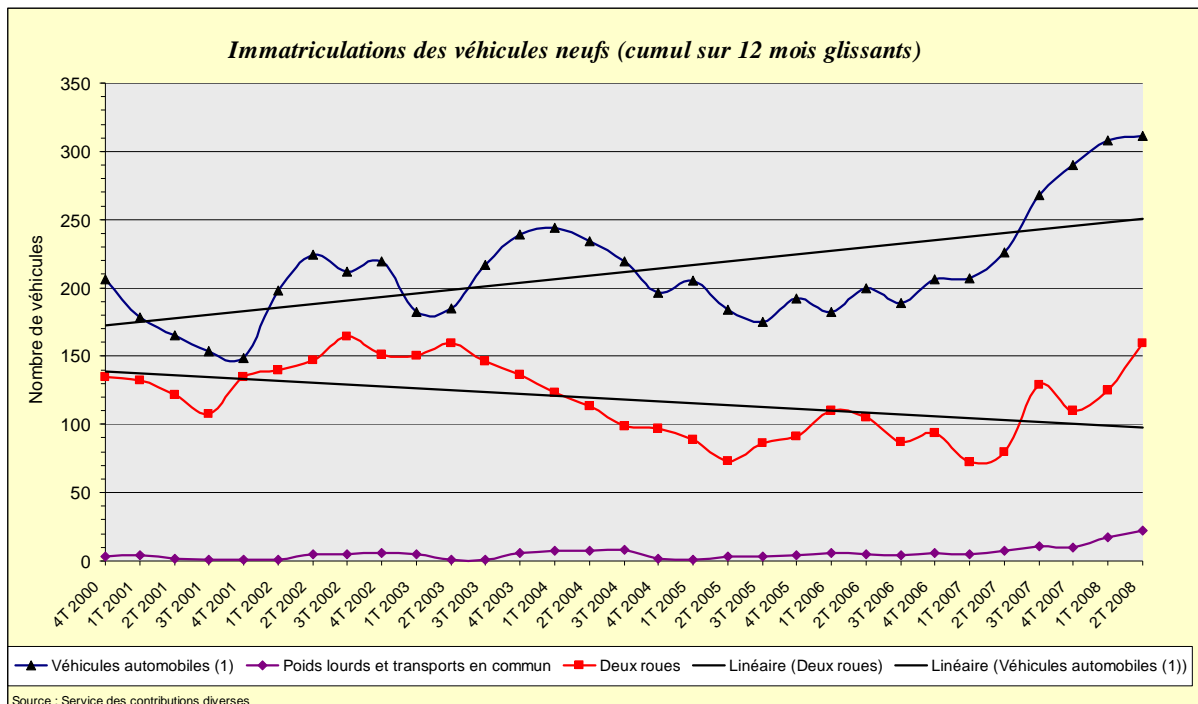
**Immatriculations de véhicules neufs**

	Cumul sur 12 mois glissants au 30/06/2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Cumul sur 12 mois glissants au 30/06/2008	Variation du cumul au 31/03/08 comparé au cumul au 31/03/07	Variation trimestrielle
<b>Véhicules automobiles (1)</b>	<b>226</b>	<b>74</b>	<b>68</b>	<b>211</b>	<b>-6,6%</b>	<b>-8,1%</b>
Wallis	212	71	65	191	-9,9%	-8,5%
Futuna	14	3	3	20	42,9%	-
<b>Deux roues</b>	<b>80</b>	<b>28</b>	<b>54</b>	<b>159</b>	<b>98,8%</b>	<b>92,9%</b>
Wallis	66	28	38	142	-	35,7%
Futuna	14	0	16	17	21,4%	-

Source : Service des contributions diverses

(1) sauf poids lourds et transports en commun

Le parc de véhicules automobiles neufs immatriculés sur le Territoire depuis 2000 est en progression constante. Cette tendance ne s'est pas démentie depuis le début de l'année 2008. Par ailleurs, les immatriculations de deux roues, orientées à la baisse depuis 2002, enregistrent une hausse depuis 2007, tendance qui se confirme ce trimestre.



(1) Sauf poids lourds et transports en commun.

## 1.2.2 LA VULNERABILITE DE LA TRESORERIE DES MENAGES

A fin juin 2008, le nombre de personnes en interdicts bancaires augmente de 1,9 % par rapport à la même période de l'année précédente pour s'établir à 368. En revanche, par rapport au trimestre précédent, il diminue de 4 %.

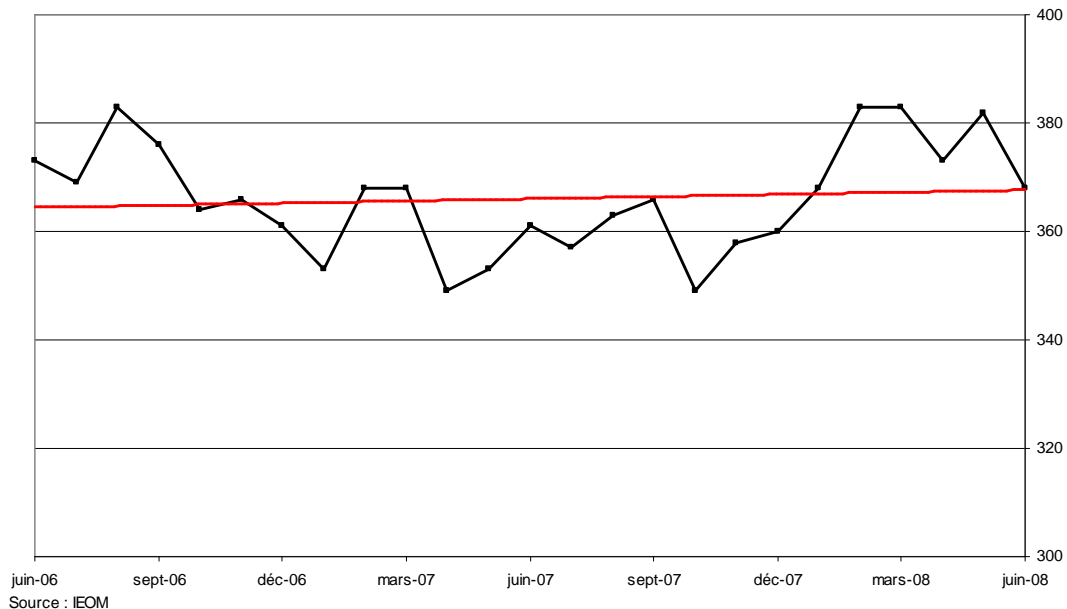
### *Nombre de personnes en interdicts bancaires*

Date	Au 30/06/07	Au 31/12/07	Au 31/03/08	Au 30/06/08	Variation m-3	Variation m-6	Variation m-12
Nombre	361	360	383	368	-4%	2,2%	1,9%

source : IEOM

En ne tenant pas compte du nombre exceptionnellement élevé d'interdicts bancaires enregistrés en 2005, lié à l'effet bingo, il convient de souligner que depuis mars 2006 la tendance est à la stabilité.

Evolution du nombre de personnes physiques en interdicts bancaires à Wallis et Futuna depuis juin 2006



## 1.3 LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

### 1.3.1 L'EMPLOI

Pour l'année 2007, le nombre de salariés du Territoire, d'après les données provisoires établies par la CLR sur la base des cotisations versées, a augmenté de 4,2 % atteignant 1 912 salariés. Cette évolution repose principalement sur la hausse de 8,3 % des emplois du secteur privé résultant d'un meilleur recouvrement des cotisations auprès des entreprises. Les secteurs responsables de cette augmentation sont le BTP, le commerce, mais également les employés de maison tandis que l'industrie, l'artisanat et les services emploieraient moins de salariés qu'en 2006. Le nombre de salariés du Territoire employés par le secteur privé représente 34,4 % en 2007 contre 33% l'année précédente.

Les effectifs du secteur public et semi-public augmentent respectivement de 1,4 % et 5,9 % au cours de l'année 2007, représentant 55,3 % et 10,4 % du nombre total d'emplois.

Il convient de souligner la baisse de 205 emplois temporaires financés intégralement par les autorités publiques, notamment pour soutenir le travail (contrats de développement).

#### *Répartition par secteurs d'activité des effectifs salariés inscrits à la CLR*

	déc-06		déc-07		Glissement annuel
	nombre	part en %	nombre	part en %	
<b>Secteur privé</b>	<b>607</b>	<b>33,0%</b>	<b>657</b>	<b>34,4%</b>	<b>8,3%</b>
<b>dont :</b>					
Industrie/Artisanat	92	15,2%	88	13,4%	-4,5%
BTP	55	3,0%	85	12,9%	54,5%
Commerce	241	39,8%	281	42,8%	16,5%
Services	181	29,9%	162	24,7%	-10,7%
Employés de maison	37	6,1%	41	6,2%	10,8%
<b>Secteur semi-public*</b>	<b>187</b>	<b>10,2%</b>	<b>198</b>	<b>10,4%</b>	<b>5,9%</b>
<b>Secteur public</b>	<b>1042</b>	<b>56,8%</b>	<b>1057</b>	<b>55,3%</b>	<b>1,4%</b>
<b>Total</b>	<b>1836</b>	<b>100,0%</b>	<b>1912</b>	<b>100,0%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Contrats de développement</b>	350	19,1%	145	7,6%	-58,6%

Source CLR-CCPF

\* Secteur regroupant des établissements publics ou institutions conventionnées avec l'Etat dont les budgets ne sont pas des budgets territoriaux, comme la CLR-CCPF, la DEC (Direction de l'Enseignement Catholique), RFO, l'IEOM...

### 1.3.2 LES SALAIRES

Le SMIG mensuel a été porté au 1/01/2008 à 77 866 F CFP (+2 %), puis au 1<sup>er</sup> septembre 2008 à 79 812 F CFP (+ 2,5 %).

Les salaires des agents permanents de l'administration territoriale, complètement déconnectés du SMIG mensuel, ont été revalorisés de + 1,5 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et portés pour le salaire minimum de base de 103 741 F CFP au 31/12/2006 à 105 297 F CFP.

L'importance de l'écart entre le SMIG et les salaires moyens de l'administration pourrait constituer un facteur d'incitation à la recherche d'emploi dans le secteur public pour les demandeurs d'emploi et les salariés du secteur privé.

### 1.3.3 LES PRIX

Entre fin juin 2007 et fin juin 2008, l'indice global des prix a connu un léger fléchissement (-0,2 %). Dans le détail on constate toutefois quelques disparités : les services connaissent la plus forte progression (+3,4 %), suivis des produits alimentaires (+0,4 %) tandis que les prix des produits manufacturés accusent une baisse de 1,8 % sur la période.

Le glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation affiche quant à lui, une hausse de 0,8 % au 30 juin 2008. La même tendance haussière est constatée pour les prix des services (+2,3 %) et des produits alimentaires (+2 %). En revanche, les prix des produits manufacturés diminuent de 1 % sur le trimestre.

Il est nécessaire de rappeler que le calcul de l'indice actuel devrait être mis à jour prochainement (nouvelles pondérations, élargissement du panier de prix) par le Service Territorial des Statistiques, suite aux résultats de l'enquête sur le budget des familles, réalisée en 2006.

#### *Evolution de l'indice des prix à la consommation*

	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation / trimestre précédent	Glissement annuel
<b>Indice global (IPC)</b>	<b>137,44</b>	<b>136,1</b>	<b>137,2</b>	<b>0,8%</b>	<b>-0,2%</b>
Indice des produits alimentaires	127,54	125,5	128,1	2,0%	0,4%
Indice des produits manufacturés	143,15	142,0	140,6	-1,0%	-1,8%
Indice des services	162,13	163,8	167,6	2,3%	3,4%

base 100 : 3ème trimestre 1989

Source : STSEE

### 1.3.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

#### Les taxes à l'importation

En glissement annuel, les recettes des droits de douanes et taxes d'entrée enregistrent une hausse de 14,2 % à 577 millions de F CFP au 30 juin 2008. Cette amélioration s'explique principalement par l'augmentation de 16,9 % à 425,9 millions de F CFP de la taxe d'entrée, mais également par la progression de 7,3 % à 150,9 millions de F CFP des droits de douanes.

#### *Evolution des droits de douane et des taxes à l'entrée*

<i>Données fiscales en millions de F CFP</i>	<b>Cumul au 30/06/2007</b>	<b>Cumul au 30/06/2008</b>	<b>Variation p/r à l'exercice précédent</b>
Droits de douanes <sup>(1)</sup>	140,6	150,9	7,3%
Taxes d'entrée <sup>(2)</sup>	364,3	425,9	16,9%
<b>TOTAL</b>	<b>505</b>	<b>577</b>	<b>14,2%</b>

<sup>(1)</sup> Sur les marchandises en provenance de pays extérieurs à l'UE

<sup>(2)</sup> Sur toutes les marchandises

Source : Service des Douanes et Affaires maritimes

Les importations

Les importations du second trimestre 2008 accusent une hausse de 28,2 % par rapport au trimestre précédent, en raison des augmentations respectives des produits alimentaires (+34,6 %) à 420,4 millions de F CFP, des fournitures BTP (+93,9 %) à 230,6 millions de F CFP et des linges et accessoires (+79,8 %) à 66,6 millions de F CFP. Il est à noter qu'à la fin du second trimestre 2008, les importations représentent 49,4 % du total des importations de l'année 2007.

*Importations en valeur (millions de XPF)*

	Total 2007		1er Trimestre 2008		2nd Trimestre 2008		Variation trimestrielle	Cumul depuis le début de l'année 2008	Importations 2008 / total 2007
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part			
Produits alimentaires	<b>1 550,3</b>	28,3%	<b>312</b>	26,3%	<b>420,4</b>	27,6%	34,6%	<b>732,8</b>	47,3%
Matériel de transport	<b>789,3</b>	14,4%	<b>182,8</b>	15,4%	<b>221,9</b>	14,6%	21,4%	<b>404,7</b>	51,3%
Produits minéraux (ciments, hydrocarbures, Fournitures, BTP ...)	<b>900,5</b>	16,4%	<b>210,4</b>	17,7%	<b>212,6</b>	14,0%	1,0%	<b>423,0</b>	47,0%
Machines et appareils (1)	<b>545,1</b>	9,9%	<b>118,9</b>	10,0%	<b>230,6</b>	15,2%	93,9%	<b>349,5</b>	64,1%
Industries chimiques (2)	<b>562,6</b>	10,3%	<b>156,5</b>	13,2%	<b>155,4</b>	10,2%	-0,7%	<b>311,9</b>	55,4%
Linges et accessoires	<b>485,4</b>	8,9%	<b>88,3</b>	7,4%	<b>98,6</b>	6,5%	11,7%	<b>186,9</b>	38,5%
Marchandises et produits divers (3)	<b>216,3</b>	3,9%	<b>37,1</b>	3,1%	<b>66,6</b>	4,4%	79,8%	<b>103,7</b>	47,9%
Papiers, cartons	<b>146,6</b>	2,7%	<b>56,2</b>	4,7%	<b>39,8</b>	2,6%	-29,1%	<b>96,0</b>	65,5%
Instrument et appareils optiques	<b>111,0</b>	2,0%	<b>24,0</b>	2,0%	<b>33,7</b>	2,2%	40,4%	<b>57,7</b>	52,0%
Armes et munitions	<b>171,6</b>	3,1%	<b>0,0</b>	0,0%	<b>41,1</b>	2,7%	-	<b>41,1</b>	23,9%
Objets d'art et de collection	<b>0,1</b>	0,0%	<b>0,2</b>	0,0%	<b>0,0</b>	0,0%	-	<b>0,2</b>	141,1%
Objets d'art et de collection	<b>0,3</b>	0,0%	<b>0,0</b>	0,0%	<b>0,1</b>	0,0%	-	<b>0,1</b>	39,8%
<b>Total</b>	<b>5 479,0</b>	100,0%	<b>1 186,7</b>	100,0%	<b>1 520,8</b>	100,0%	28,2%	<b>2 707,5</b>	49,4%

Source : Service des Douanes

(1) électroménager, hi-fi, informatique... (2) médicaments, hygiène, peinture... (3) mobilier, articles de sport...

### 1.3.5 SUIVI DES RECETTES FISCALES

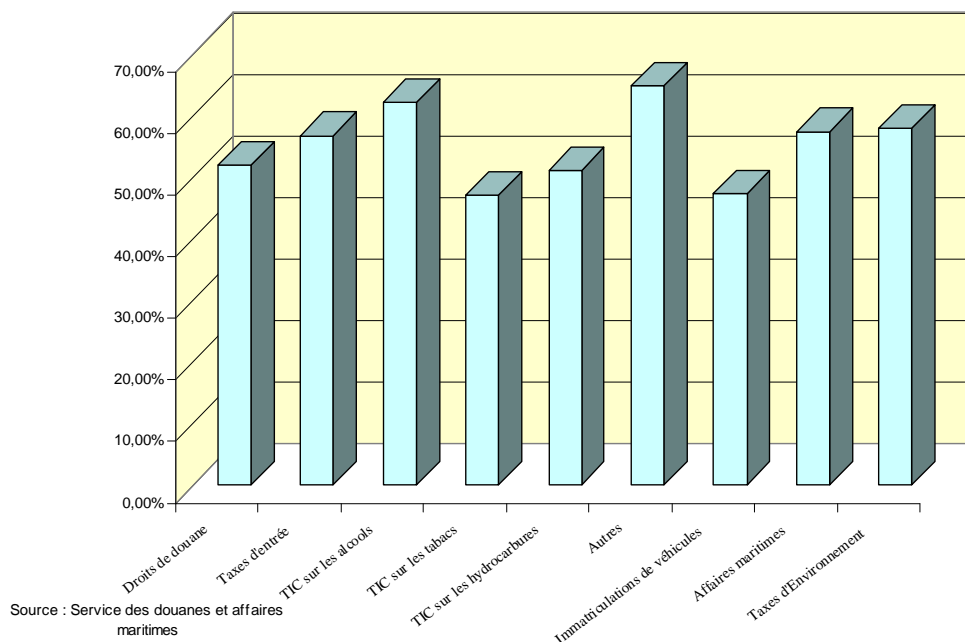
A la fin du second trimestre 2008, les recettes fiscales s'établissent à 965,6 millions de F CFP contre 832,8 millions de F CFP l'année précédente, soit une hausse de 15,9 % en un an. Ces recettes représentent 57,9 % de l'objectif annuel prévu dans le budget primitif 2008. Il convient de souligner que le montant des recettes des impôts directs (113,5 millions de F CFP) à fin juin 2008, en hausse de 34,6 % par rapport à l'année précédente, représente 93,8 % de l'objectif prévu au budget primitif 2008.

## Evolution budgétaire des recettes fiscales

Recettes en millions de F CFP		...prévues au budget primitif 2008	...réalisées au 30/06/2008	% réalisé	
<b>Recettes douanieres</b>	Droits de douane	290	150,9	52,0%	
	Taxes d'entrée	750	425,9	56,8%	
	<b>Sous total</b>	<b>1040</b>	<b>576,8</b>	<b>55,5%</b>	
	Taxes intérieures de consommation :	alcools	150	93,2	62,1%
		tabacs	135	63,6	47,1%
		hydrocarbures	135	69,0	51,1%
Autres	9	5,8	64,8%		
<b>Sous total</b>	<b>428,9</b>	<b>231,6</b>	<b>54,0%</b>		
<b>Taxes diverses</b>	Immatriculations de véhicules	11	5,3	47,3%	
	Affaires maritimes	62	35,5	57,4%	
	Taxes d'Environnement	5	2,9	58,0%	
	<b>Sous total</b>	<b>78,1</b>	<b>43,7</b>	<b>56,0%</b>	
<b>Total Taxes et droits indirects</b>		<b>1547,0</b>	<b>852,1</b>	<b>55,1%</b>	
<b>Impôts directs</b>		121,0	113,5	93,8%	
<b>TOTAL</b>		<b>1668,0</b>	<b>965,6</b>	<b>57,9%</b>	
Ventes des tabacs		235	113,6	48,3%	

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

Réalizations budgétaires - recettes du Territoire au 31 mars 2008





### 1.3.6 L'ENERGIE

#### L'énergie électrique

Si l'on constate une baisse de la production globale d'électricité de 1 % en glissement annuel, cette dernière enregistre une progression de 2,2 % par rapport au trimestre précédent, à 5.052 milliers de kWh.

S'agissant des ventes totales d'électricité, elles ont diminué de 0,7 % par rapport au premier trimestre.

Enfin, le nombre d'abonnés, Wallis et Futuna confondus, est en retrait de 0,9 % ce trimestre.

#### Evolution de la production et de la distribution d'électricité

	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation / 2nd trim 2007	Variation trimestrielle
<b>Production globale (milliers de kWh)</b>	<b>5 102</b>	<b>4 944</b>	<b>5 052</b>	<b>-1,0%</b>	<b>2,2%</b>
Wallis	4 184	4048	4141	-1,0%	2,3%
Futuna	918	896	911	-0,8%	1,7%
<b>Ventes totales (milliers de kWh)</b>	<b>4231</b>	<b>4171</b>	<b>4140</b>	<b>-2,2%</b>	<b>-0,7%</b>
Wallis	3424	3367	3324	-2,9%	-1,3%
Futuna	807	804	816	1,1%	1,5%
<b>Abonnés</b>	<b>3 695</b>	<b>3 726</b>	<b>3 691</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,9%</b>
Wallis	2557	2584	2565	0,3%	-0,7%
Futuna	1138	1142	1126	-1,1%	-1,4%

Source : EEFW

Les tarifs de l'énergie électrique, pour la basse et la moyenne tension, toutes tranches confondues, enregistrent des hausses respectives de 5,4 % et 3,4 % à fin juin 2008, en glissement annuel.

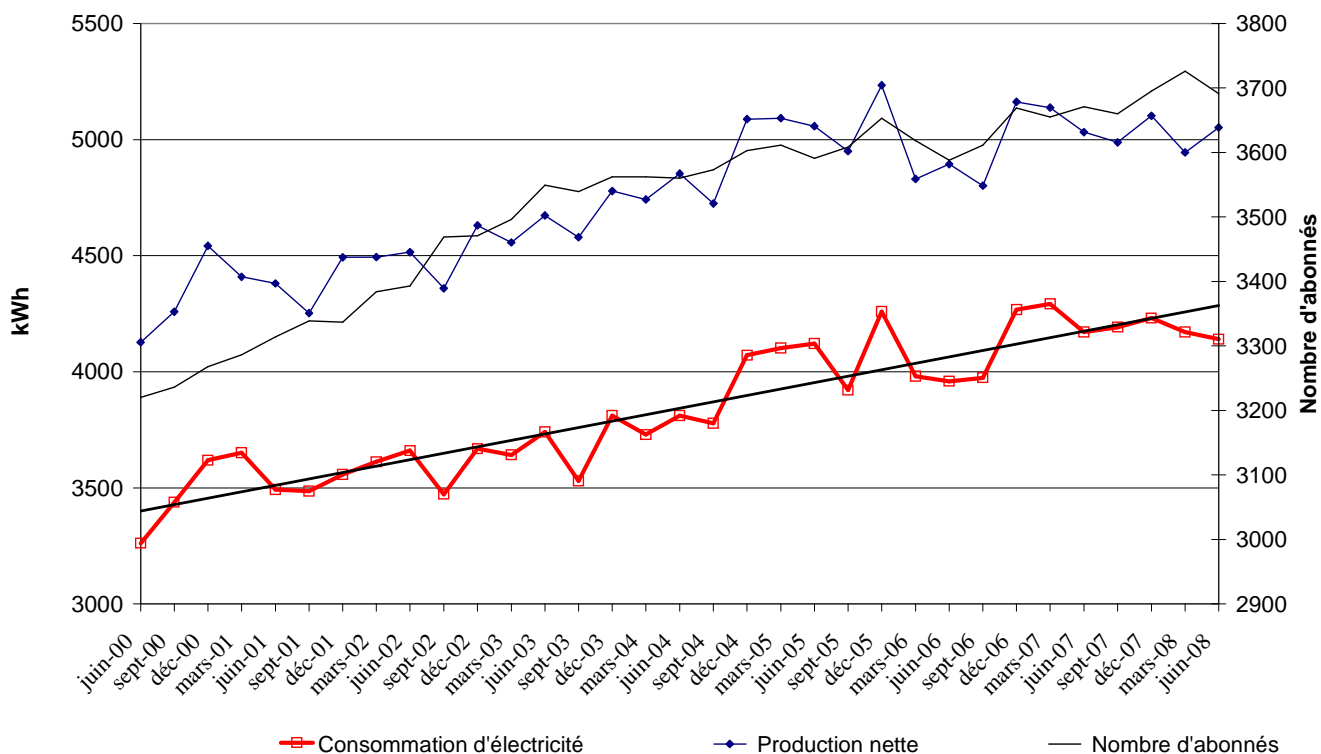
En rythme trimestriel, les tarifs augmentent respectivement de 5 % et 3,1 %.

#### Evolution de la tarification de l'énergie électrique

<i>prix du kWh en F CFP</i>	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation / 2nd trim. 2007	Variation trimestrielle
<b>Basse tension</b>					
Petits utilisateurs	72,33	72,59	76,20	5,4%	5,0%
1ère tranche	90,41	90,73	95,25	5,4%	5,0%
2ème tranche	72,33	72,59	76,20	5,4%	5,0%
3ème tranche	54,25	54,44	57,15	5,4%	5,0%
<b>Prix moyen</b>	<b>72,33</b>	<b>72,59</b>	<b>76,20</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,0%</b>
<b>Moyenne tension</b>					
1ère tranche	67,81	68,05	70,14	3,4%	3,1%
2ème tranche	45,21	45,37	46,76	3,4%	3,1%
<b>Prix moyen</b>	<b>56,51</b>	<b>56,71</b>	<b>58,45</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,1%</b>

Source : EEFW

Depuis 2000, le secteur de l'électricité profite d'une croissance de la demande. Le nombre d'abonnés est ainsi passé de 3 200 à près de 3 700 en sept ans, conduisant à une hausse de la consommation et de la production.

*Production et vente trimestrielles d'électricité à Wallis et Futuna*Les hydrocarbures

A fin juin 2008, les indicateurs de consommation d'hydrocarbures s'orientent favorablement par rapport à la même époque de l'année précédente, à l'exception des ventes de pétrole Jet A1, en baisse de 17,6 % à 205,7 milliers de litres. Les consommations d'essence, de gasoil et de gaz butane enregistrent des hausses respectives de 2,6 % (570,5 milliers de litres), 2,1 % (1.992,6 milliers de litres) et 1,5 % (61,1 milliers de litres).

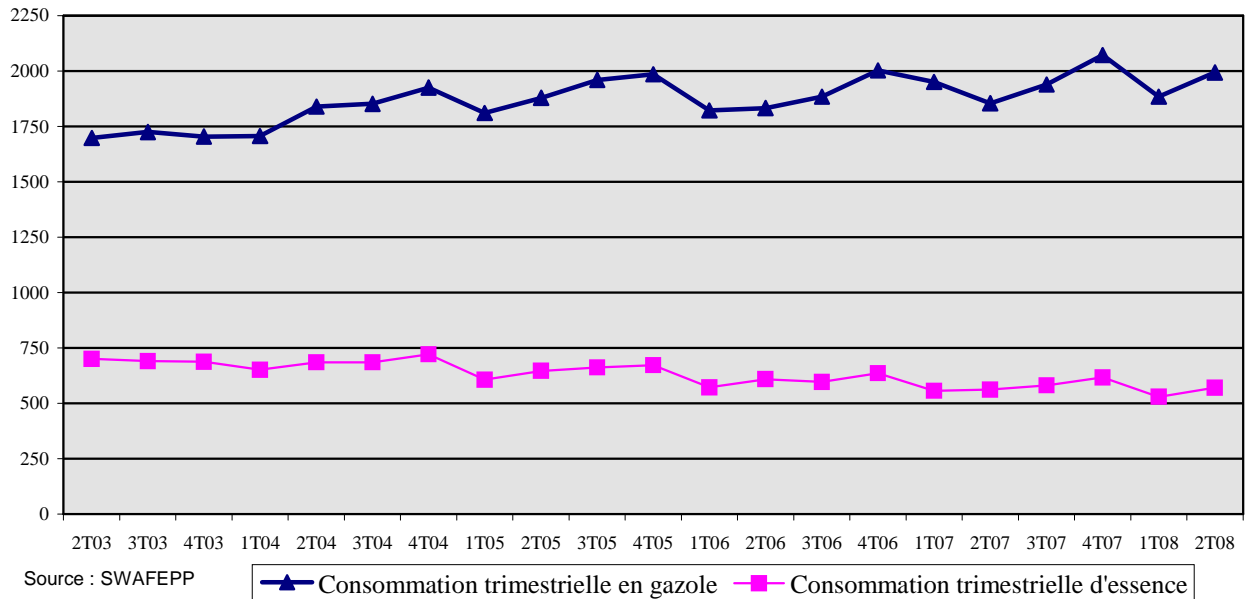
En rythme trimestriel, les ventes d'essence et de gasoil augmentent respectivement de 7,7 % et 5,8 % au second trimestre 2008 tandis que celles du pétrole Jet A1 et du gaz butane accusent des baisses respectives de 11,3 % et 2 %.

*Evolution de la consommation d'hydrocarbures (milliers de litres)*

	Cumul		Variation / Cumul n-1	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation / trimestre précédent	Rappel 2nd trimestre 2007
	(juillet 2006 - juin 2007)	(juillet 2007 - juin 2008)					
<b>Essence</b>							
Wallis	2015,6	1989,0	-1,3%	455,3	493,6	8,4%	473,1
Futuna	334,3	307,9	-7,9%	74,3	76,9	3,5%	82,8
<b>Total</b>	<b>2349,9</b>	<b>2296,9</b>	<b>-2,3%</b>	<b>529,6</b>	<b>570,5</b>	<b>7,7%</b>	<b>555,9</b>
<b>Gazole</b>							
Wallis	6013,3	6186,6	2,9%	1489,7	1512,7	1,5%	1511,0
Futuna	1677,1	1699,9	1,4%	394,2	479,9	21,7%	439,8
<b>Total</b>	<b>7690,4</b>	<b>7886,5</b>	<b>2,5%</b>	<b>1883,9</b>	<b>1992,6</b>	<b>5,8%</b>	<b>1950,8</b>
<b>Pétrole Jet A1</b>							
Wallis	935,2	941,7	0,7%	231,8	205,7	-11,3%	248,6
Futuna	5,1	0,2	-96,1%	0,0	0,0	-	1,2
<b>Total</b>	<b>940,3</b>	<b>941,9</b>	<b>0,2%</b>	<b>231,8</b>	<b>205,7</b>	<b>-11,3%</b>	<b>249,8</b>
<b>Gaz butane (Total)</b>	<b>234,6</b>	<b>252,0</b>	<b>7,4%</b>	<b>62,4</b>	<b>61,1</b>	<b>-2,0%</b>	<b>60,2</b>

Source : SWAFEPP

**Consommation trimestrielle d'hydrocarbures à Wallis et futuna  
(en milliers de litres)**



Source : SWAFEPP

### 1.3.7 LES ECHANGES

#### Le trafic aérien

##### Trafic international

Au second trimestre 2008, l'évolution du trafic international est en hausse de 32,1 %, en nombre de vols, par rapport à l'année précédente. Cette progression est liée au fait que les EVASANS depuis Wallis sont opérées par la compagnie Air Alizé en tant que vols commerciaux alors qu'auparavant elles étaient exécutées par l'armée de l'air en vols non commerciaux. Le nombre de passagers est resté relativement stable, à 5.666 passagers fin juin 2008. Sur la période, le fret de marchandises progresse de 24 % tandis que le transport postal diminue de 41 % comparé à un an plus tôt.

En glissement trimestriel, l'évolution du trafic international s'oriente à la baisse à l'exception du nombre de vols, stable sur le trimestre.

##### *Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - international*

	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
<b>Nombre de vols</b>	<b>56</b>	<b>74</b>	<b>74</b>	<b>32,1%</b>	<b>-</b>
<b>Passagers</b>	<b>5 683</b>	<b>7 214</b>	<b>5 666</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-21,5%</b>
<b>Fret (kg)</b>	<b>33 646</b>	<b>46 635</b>	<b>41 727</b>	<b>24,0%</b>	<b>-10,5%</b>
<b>Poste (kg)</b>	<b>23 936</b>	<b>19 130</b>	<b>14 133</b>	<b>-41,0%</b>	<b>-26,1%</b>

Source : Aviation civile

##### Trafic domestique

Sur le second trimestre 2008, 311 vols ont été enregistrés contre 339 vols à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 8,3 % en un an. Sur la période, le nombre de passagers accuse une baisse de 9,2 % à 3.380 passagers fin juin 2008, en glissement annuel. Enfin, le fret de marchandises et le transport postal suivent respectivement la même tendance baissière, -26,8 % et -21 %.

##### *Evolution trimestrielle du trafic aérien commercial - domestique*

	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation (N / (N-1))	Variation / trimestre
<b>Nombre de vols</b>	<b>339</b>	<b>281</b>	<b>311</b>	<b>-8,3%</b>	<b>10,7%</b>
<b>Passagers</b>	<b>3 724</b>	<b>2 972</b>	<b>3 380</b>	<b>-9,2%</b>	<b>13,7%</b>
<b>Fret (kg)</b>	<b>8 587</b>	<b>7 006</b>	<b>6 288</b>	<b>-26,8%</b>	<b>-10,2%</b>
<b>Poste (kg)</b>	<b>3 265</b>	<b>1 336</b>	<b>2 580</b>	<b>-21,0%</b>	<b>93,1%</b>

Source : Aviation civile

En rythme trimestriel, le trafic intérieur progresse de 10,7 % en nombre de vols et de 13,7 % en nombre de passagers. Tandis que le fret de marchandises subit un ralentissement de 10,2 % à fin juin 2008, le fret postal augmente sensiblement à 93,1 % ce trimestre.

Le trafic maritime

Au second trimestre 2008, on assiste à une sensible amélioration du trafic maritime en variation annuelle. En effet, 9 touchées de navires ont été recensées ce trimestre contre 2 à la même période un an plus tôt, résultant d'une hausse de trois cargos de marchandises et d'un butanier.

En revanche, en glissement trimestriel, le trafic maritime s'oriente à la baisse, -18,2 % à fin juin 2008.

*Evolution des touchées de navires de commerce à Wallis*

	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation annuelle	Variation trimestrielle
Porte - conteneurs	2	6	5	-	-16,7%
Pétroliers	2	4	2	-	-50,0%
Butaniers	1	1	2	100,0%	-
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>80,0%</b>	<b>-18,2%</b>

Source : Service des Douanes et affaires maritimes

1.3.8 LES TELECOMMUNICATIONS

La croissance annuelle du nombre d'abonnements téléphoniques s'est poursuivie au cours du second trimestre 2008, à un rythme annuel comparable au trimestre précédent (+21,2 %). Le nombre total d'abonnés au téléphone s'est élevé à 2.775 ce trimestre. Par ailleurs, le nombre d'abonnés à Internet enregistre une hausse de 13,3 %, en rythme annuel.

En revanche, en variation trimestrielle, le nombre d'abonnés au téléphone subit un léger ralentissement (-0,5 %) au 30 juin 2008. Pour leur part, les abonnés à Internet ont connu une progression de 2,3 % à fin juin 2008, par rapport au trimestre précédent, dynamisée par la croissance du nombre d'abonnés Adsl (+16,7 %). Il convient de souligner une augmentation de 60 abonnés Adsl sur Wallis (à 427 abonnés à fin juin 2008) par rapport au trimestre précédent et de 14 abonnés Adsl sur Futuna (à 98 abonnés au 30/06/2008).

*Evolution du nombre d'abonnés Internet*

	31-mars-07	31-mars-08	30-juin-08	Variation annuelle	Variation trimestrielle
<b>Nombre d'abonnés Téléphone</b>	2289	2789	2775	21,2%	-0,5%
<b>Nombre d'abonnés Internet</b>	588	651	666	13,3%	2,3%
<b>dont abonnés Adsl</b>	-	450	525	-	16,7%
<b>Taux d'abonnés Internet et Adsl</b>	26%	23%	24%	-	-

Source : Service des postes et télécommunications

### 1.3.9 EVOLUTION DES COURS DE CHANGE

L'évolution trimestrielle du Franc pacifique connaît une appréciation de sa devise face au dollar néo-zélandais et au yen japonais. Au 30 juin 2008, alors que vous échangez 75,8 F CFP contre 100 yens trois mois plus tôt, il ne vous faut que 71,7 F CFP. A contrario, face aux dollars américain, australien et de Singapour, le Franc Pacifique perd de sa valeur sur le second trimestre 2008.

en XPF	Au	Au	Au	Au	Variations		
	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008	m-3	m-6	m-12
100 JPY	72,96	72,35	75,83	71,70	-5,45%	-0,90%	-1,73%
USD	88,36	81,06	75,47	75,70	0,30%	-6,61%	-14,33%
AUD	75,12	71,21	68,84	72,89	5,88%	2,36%	-2,97%
NZD	68,18	62,73	59,43	57,84	-2,68%	-7,80%	-15,17%
SGD	57,75	56,39	54,69	55,64	1,74%	-1,32%	-3,65%

Source : IEOM

(nb : taux de change en fin de mois)

nota : la variation est celle de la devise étrangère par rapport au XPF (le signe - indique donc une appréciation du Franc pacifique par rapport à la monnaie étrangère)

## **2. L'EVOLUTION MONETAIRE ET FINANCIERE**

### Synthèse Internationale

La conjoncture financière internationale est restée tendue au second trimestre 2008. De grands établissements bancaires ont annoncé de nouvelles dépréciations d'actifs qui ont contraint certains d'entre eux à lancer d'importantes recapitalisations pour maintenir leur solvabilité. La poursuite de la crise financière a poussé les autorités américaines à soutenir des établissements en difficulté, notamment les deux organismes spécialisés dans le refinancement hypothécaire par la définition mi juillet d'un plan de redressement qui autorise notamment le Trésor américain, jusqu'à la fin 2009, à acheter des actions de ces deux sociétés ou à accroître leurs lignes de crédit.

Parallèlement, la Réserve Fédérale américaine (FED) a maintenu à 2 % son principal taux directeur depuis la dernière baisse intervenue le 30 avril 2008, mettant ainsi fin au moins provisoirement à un cycle de baisse initié en septembre 2007. La Banque Centrale Européenne a, de son côté, relevé ses taux directeurs de 25 points de base le 3 juillet 2008 pour lutter contre des pressions inflationnistes inédites depuis plus de quinze ans et des risques accrus sur la stabilité des prix à moyen terme.

En effet, le cours du pétrole, tiré par la demande des pays émergents, a atteint son plus haut mi juillet à 147 \$ le baril, soit une progression de près de 50 % depuis le début de l'année 2008, et les matières premières alimentaires ont suivi la même tendance. Cette hausse du pétrole s'est intégralement répercutée sur les prix à la consommation en Europe dans la mesure où l'euro a cessé de s'apprécier face au dollar pour se stabiliser autour de 1,58 \$.

L'examen de la situation monétaire de Wallis et Futuna est basé sur l'analyse des données fournies par les établissements ayant un guichet sur le Territoire et qui sont donc soumis à déclaration auprès de l'IEOM. Pour les dépôts, sont concernés la banque locale et le Trésor Public. Pour les crédits, seule la banque locale est concernée. L'analyse est affinée par la prise en compte des crédits distribués par les établissements installés hors de la zone d'émission de l'IEOM.

## VUE GENERALE AU 30 JUIN 2008

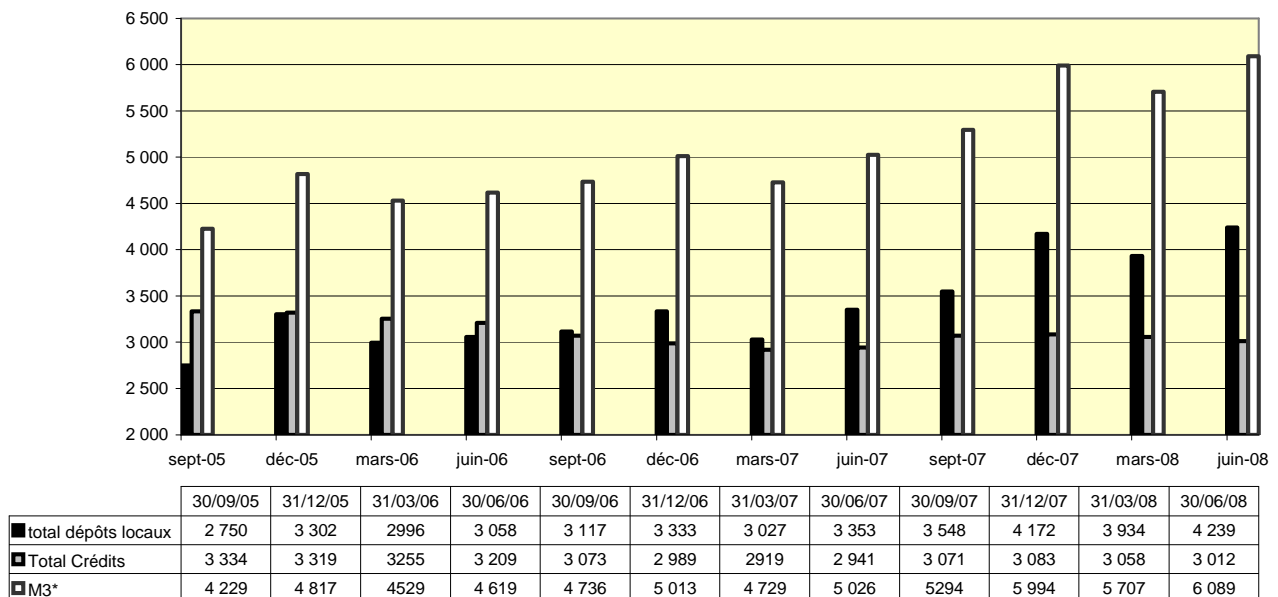
*Remarque liminaire : Les dépôts locaux ainsi que la masse monétaire M3 suivent un cycle annuel marqué par une baisse sensible de leurs encours à la fin du premier trimestre de l'année en cours par rapport au dernier trimestre de l'année écoulée. Cette évolution est le résultat du mouvement des encaisses détenues par les fonctionnaires d'Etat de l'Education Nationale qui partent en fin d'année et qui sont remplacés en début d'année suivante.*

-**L'ensemble des dépôts collectés et gérés localement** s'élève à 4.239 millions de F CFP à fin juin 2008, en hausse de 26,4 % en glissement annuel. En rythme trimestriel, les dépôts collectés progressent de 7,7 % au second trimestre 2008.

-**L'encours des crédits bancaires** enregistre une hausse de 2,4 % au 30 juin 2008 par rapport à la même période de l'année précédente à 3.012 millions de F CFP. A contrario, il diminue légèrement de 1,5 % par rapport au trimestre précédent.

-**La masse monétaire (M3)** a franchi le seuil des 6 milliards de F CFP avec, sur le trimestre une hausse de 6,7 %. La croissance annuelle est demeurée soutenue (+21,2 %). Cette évolution suit pleinement la progression de l'encours des dépôts observée depuis septembre 2005.

Evolution des principales données monétaires (valeurs en millions de F CFP)



nota : Les dépôts locaux cumulent ceux de la banque locale et du Trésor public.

Les crédits regroupent les concours consentis par la banque locale, l'AFD et la BEI.



## 2.1 LES ACTIFS FINANCIERS

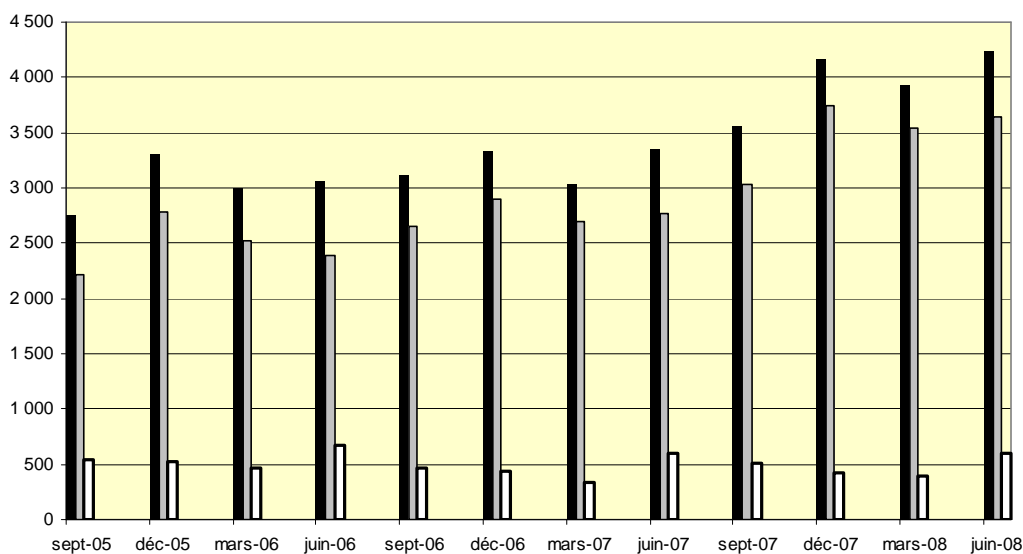
L'exiguïté du Territoire, la fermeture à terme de l'activité de "fonds particuliers" du Trésor Public et la faible diversité de l'offre bancaire induisent une réorientation de l'épargne au profit des établissements de Nouvelle-Calédonie et de métropole. Ce phénomène, favorisé par le développement de la gestion des comptes via Internet, est difficilement mesurable. Il perturbe l'analyse de l'évolution des dépôts sur le Territoire.

### 2.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE AUPRES DE LA CLIENTELE NON FINANCIERE (TABLEAU I)

Les statistiques de l'IEOM ne tiennent pas compte des dépôts locaux de la CLR-CCPF (Caisse Locale de Retraites et Caisse de Compensation des Prestations Familiales) et du SPT (Services des Postes et Télécommunications) qui n'étaient pas déclarés par le Trésor Public car assimilés à des fonds publics hors zone d'émission.

L'évolution annuelle des dépôts collectés par la banque locale et par le Trésor Public révèle des hausses respectives de 31,7 % et 1,5 % au second trimestre de l'année 2008. En revanche, en rythme trimestriel, les dépôts de la banque locale accusent une baisse de 1,8 % tandis que ceux du Trésor Public augmentent de 52 % à fin juin 2008 (subvention du budget territoriale).

Evolution des dépôts locaux (valeurs en millions de F CFP)



	30/09/05	31/12/05	31/03/06	30/06/06	30/09/06	31/12/06	31/03/07	30/06/07	30/09/07	31/12/07	31/03/08	30/06/08
■ total dépôts locaux	2 750	3 302	2996	3 058	3 117	3 333	3 027	3 353	3 548	4 172	3 934	4 239
▒ dépôts banque locale	2 217	2 777	2525	2 382	2 644	2 895	2 696	2 763	3 033	3 749	3 540	3 640
□ dépôts Trésor public	532	524	471	676	473	438	331	590	515	423	394	599

Dépôts à vue

La nette progression annuelle des dépôts locaux sur le second trimestre 2008 (+26,4 %) s'explique principalement par l'augmentation des dépôts de la banque locale (+31,7 %). Ceux du Trésor Public sont en hausse de 1,5 % à 599 millions de F CFP fin juin 2008.

Les dépôts à vue représente près de 67 % de l'ensemble des dépôts (contre 68,6 % l'année précédente) atteignant 2.828 millions de F CFP. Il convient de noter que les dépôts du Trésor Public enregistrent une hausse de 52 % en rythme trimestriel.

TABLEAU I  
Epargne collectée par les établissements locaux pour leur propre compte (hors zone d'émission)

en millions de F CFP	30/06/07	31/12/07	31/03/08	30/06/08	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m/m-6	m/m-3
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 301</b>	<b>2 769</b>	<b>2 695</b>	<b>2 828</b>	<b>22,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,9%</b>
dont banque locale	1 711	2 346	2 301	2 229	30,3%	- 5,0%	- 3,1%
dont Trésor Public	590	423	394	599	1,5%	41,6%	52,0%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>397</b>	<b>458</b>	<b>382</b>	<b>388</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>1,6%</b>
dont banque locale	397	458	382	388	- 2,3%	-15,3%	1,6%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>655</b>	<b>945</b>	<b>857</b>	<b>1 023</b>	<b>56,2%</b>	<b>8,3%</b>	<b>19,4%</b>
Dépôts à terme	655	945	857	1 023	56,2%	8,3%	19,4%
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
dont banque locale	655	945	857	1 023	56,2%	8,3%	19,4%
dont Trésor Public	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>3 353</b>	<b>4 172</b>	<b>3 934</b>	<b>4 239</b>	<b>26,4%</b>	<b>1,6%</b>	<b>7,8%</b>
dont banque locale	2 763	3 749	3 540	3 640	31,7%	- 2,9%	2,8%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés par la banque locale</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plans d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>3 353</b>	<b>4 172</b>	<b>3 934</b>	<b>4 239</b>	<b>26,4%</b>	<b>1,6%</b>	<b>7,8%</b>
dont banque locale	2 763	3 749	3 540	3 640	31,7%	- 2,9%	2,8%
dont Trésor Public	590	423	394	599	1,5%	41,6%	52,0%

part des dépôts à vue	68,63%	66,37%	68,51%	66,71%
part des comptes sur livrets	11,84%	10,98%	9,71%	9,15%
part des autres placements liquides à court terme	19,53%	22,65%	21,78%	24,13%

Comptes sur livrets et dépôts à terme

Conjointement, les encours des comptes sur livrets et dépôts à terme, exclusivement collectés par la banque locale, enregistrent des hausses respectives de 1,6 % (à 388 millions de F CFP) et 19,4 % (à 1.023 millions de F CFP) à la fin du second trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. Néanmoins, en glissement annuel, on constate une diminution des comptes sur livrets de 2,3 % tandis que les dépôts à terme augmentent sensiblement de 56,2 % à fin juin 2008.

## 2.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (TABLEAU II)

Au second trimestre de l'année en cours, l'épargne collectée localement, et gérée hors zone d'émission se contracte en glissement annuel (-3,9 %) et par rapport au trimestre précédent (-2,2 %), pour atteindre 4.138 millions de F CFP.

### Les placements liquides et à court terme

Constitués exclusivement des encours gérés par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) monétaires, les placements liquides à court terme s'élèvent à 1.038 millions de F CFP ce trimestre contre 1.010 millions de F CFP un an plus tôt, soit une augmentation de près de 3 %.

De plus, ils ont enregistré une croissance de 5,2 % sur la période par rapport au trimestre précédent.

### Les placements d'épargne à long terme

L'épargne à long terme collectée par les établissements de crédit s'est établie à 3.100 millions de F CFP au 30 juin 2008, en repli de 6 % sur un an et de 4,6 % sur le trimestre.

TABLEAU II  
Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)

<i>en millions de F CFP</i>	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008	<i>variations en pourcentage</i>		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>1 010</b>	<b>958</b>	<b>987</b>	<b>1 038</b>	<b>2,8%</b>	<b>8,4%</b>	<b>5,2%</b>
OPCVM monétaires	1 010	958	987	1 038	2,8%	8,4%	5,2%
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>3 297</b>	<b>3 217</b>	<b>3 248</b>	<b>3 100</b>	<b>- 6,0%</b>	<b>- 3,6%</b>	<b>- 4,6%</b>
Actions	25	20	17	14	<b>-44,0%</b>	<b>-30,0%</b>	<b>-17,6%</b>
Obligations	1 499	1 385	1 373	1 202	<b>-19,8%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-12,5%</b>
OPCVM non monétaires	1 167	1 190	1 177	1 176	<b>0,8%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>- 0,1%</b>
Assurances-vie	606	622	681	708	<b>16,8%</b>	<b>13,8%</b>	<b>4,0%</b>
<b>TOTAL DE L'ÉPARGNE GÉRÉE HZE</b>	<b>4 307</b>	<b>4 175</b>	<b>4 233</b>	<b>4 138</b>	<b>- 3,9%</b>	<b>- 0,9%</b>	<b>- 2,2%</b>

### 2.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

#### Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

Les principaux détenteurs des dépôts collectés par les établissements de crédits locaux pour leur propre compte sont les particuliers (49 %, contre 43 % au trimestre précédent). Les entreprises, avec un total de 1.584 millions de F CFP détiennent 37 % des dépôts collectés localement par les établissements de crédits (contre 42,6 % trois mois plus tôt). Enfin, la part des autres agents a été ramenée de 12 % fin mars 2008 à 14 % fin juin 2008 (605 millions de F CFP).

L'encours des dépôts détenus par les entreprises enregistre une croissance de 36,9 % au second trimestre 2008, en glissement annuel. Cette évolution est particulièrement liée à la progression des dépôts à vue (+46,2 %) et des autres dépôts (+16,8 %). Les particuliers et les autres agents voient également leurs encours augmenter à fin juin 2008 par rapport à l'année précédente (respectivement +21,4 % et +19,8 %).

#### Répartition des dépôts locaux par agents économiques au 30 juin 2008

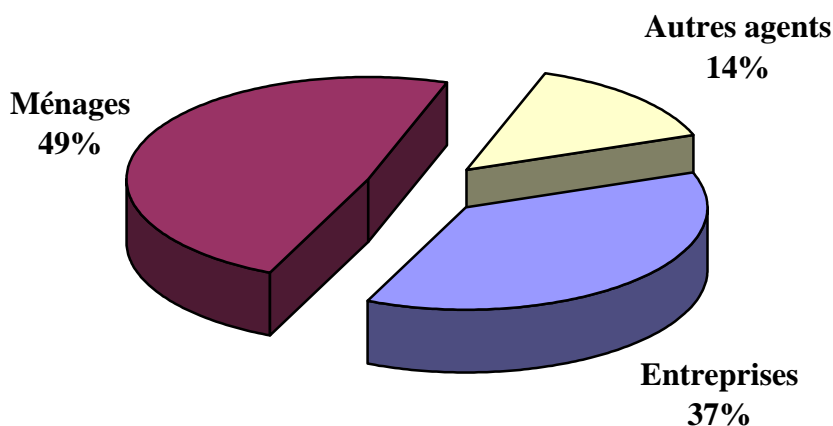


TABLEAU III  
 Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre par agent économique

en millions de F CFP	30/06/2007		30/06/2008		m/m-12
	m-12	%	m	%	
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 301</b>		<b>2 828</b>		<b>22,9%</b>
Entreprises	793	34,5%	1 159	41,0%	46,2%
Ménages	1 277	55,5%	1 408	49,8%	10,3%
Autres agents	231	10,0%	261	9,2%	13,0%
<b>Autres dépôts</b>	<b>1 051</b>		<b>1 412</b>		<b>34,3%</b>
Entreprises	364	34,6%	425	30,1%	16,8%
Ménages	413	39,3%	643	45,5%	55,7%
Autres agents	274	26,1%	344	24,4%	25,5%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)</b>	<b>3 353</b>		<b>4 239</b>		<b>26,4%</b>
Entreprises	1 157	34,5%	1 584	37,4%	36,9%
Ménages	1 690	50,4%	2 051	48,4%	21,4%
Autres agents	505	15,1%	605	14,3%	19,8%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	-		-		-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>3 353</b>		<b>4 239</b>		<b>26,4%</b>

#### 2.1.4 EPARGNE COLLECTEE PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT LOCAUX ET GEREE PAR DES INSTITUTIONS EXTERIEURES (DEPOTS HZE)

Au second trimestre 2008, l'encours géré hors zone d'émission connaît un retrait de 3,9 % à 4.138 millions de F CFP par rapport à la même période de l'année précédente.

Les dépôts des entreprises représentent 4 % du montant total de l'épargne collectée et gérée hors zone d'émission. Au 30 juin 2008, ils accusent une baisse de 16,1 %, en glissement annuel.

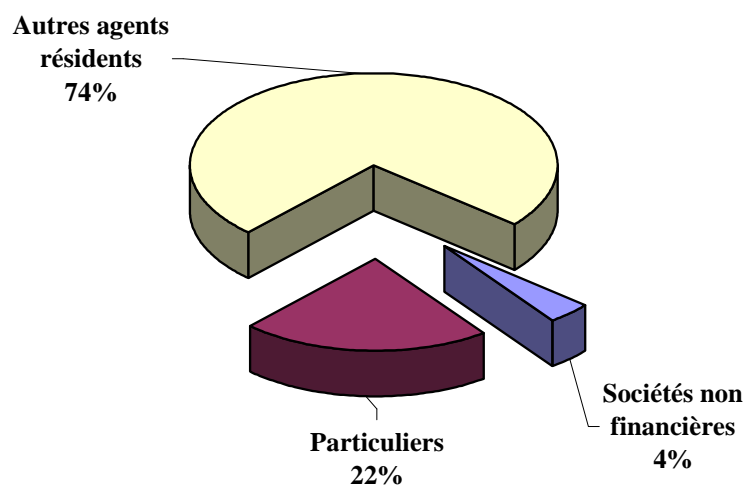
Les avoirs des autres agents (74 % du total de l'épargne collectée), constitués de l'épargne des administrations publiques, diminuent de 7,2 % en un an.

En revanche, les avoirs HZE des ménages, concentrent 22 % du montant total de l'épargne et enregistrent une hausse de 11,8 %, en glissement annuel.

TABLEAU III bis  
 Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures par agent économique

en millions de F CFP	30/06/2007		30/06/2008		m/m-12
	m-12	%	m	%	
<b>TOTAL</b>	<b>4 307</b>		<b>4 138</b>		<b>- 3,9%</b>
Entreprises	186	4,3%	156	3,8%	-16,1%
Ménages	834	19,4%	932	22,5%	11,8%
Autres agents	3 287	76,3%	3 050	73,7%	- 7,2%

Répartition des dépôts gérés hors de la zone d'émission



## 2.2 LES PASSIFS FINANCIERS

Cette partie concerne l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés, situés à l'intérieur et hors de la zone d'émission et ayant une activité régulière sur le Territoire.

A l'issue du second trimestre 2008, le total des passifs financiers s'élève à 3.012 millions de F CFP, répartis pour 51 % hors zone (contre 53 % au trimestre précédent) et 49 % dans la zone d'émission (contre 47 % trois mois auparavant). Le rythme de croissance des concours s'oriente favorablement ce trimestre par rapport au 30 juin 2007 (+1,4 %) tandis qu'ils s'inscrivent en baisse sur le trimestre (-1,5 %).

### 2.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

En glissement annuel, la progression des concours à caractère bancaire de la zone d'émission s'affiche à +7,9 %, à 1.469 millions de F CFP. En rythme trimestriel, ils enregistrent une hausse modérée de 2,7 %.

En glissement annuel, ce sont les crédits de trésorerie accordés aux particuliers (67,6 % des concours), les crédits à l'équipement (5 % du total), les comptes ordinaires débiteurs (13,8 %) et les autres crédits (2,3 %) qui enregistrent les plus nettes hausses au 30 juin 2008, respectivement +13,7 %, +7,2 %, +10,3 % et +13,3 %. A contrario, les crédits à l'habitat (4 %) accusent une baisse de 13,2 % en un an.

Par agent économique, l'encours des crédits octroyés aux entreprises (23,3 % du total net) a progressé de 7,8 % sur la période par rapport à fin juin 2007. Les crédits accordés aux ménages représente 78,6 % du total net de l'encours ce trimestre et ont augmenté de 11,1 % en glissement annuel.

En rythme trimestriel, ces crédits enregistrent des hausses respectives de 6,7 % et 1,6 % au 30 juin 2008.

TABLEAU IV  
 Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situés dans la zone d'émission)  
 30/06/2007 31/12/2007 31/03/2008 30/06/2008

<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>							
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>873</b>	<b>977</b>	<b>974</b>	<b>993</b>	<b>13,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,0%</b>
Entreprises	–	–	–	–	–	–	–
Ménages	873	977	974	993	13,7%	1,6%	2,0%
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>69</b>	<b>66</b>	<b>61</b>	<b>74</b>	<b>7,2%</b>	<b>12,1%</b>	<b>21,3%</b>
Entreprises	69	66	61	74	7,2%	12,1%	21,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	28	29	27	26	- 7,1%	-10,3%	- 3,7%
Ménages	–	–	–	–	–	–	–
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>68</b>	<b>68</b>	<b>61</b>	<b>59</b>	<b>-13,2%</b>	<b>-13,2%</b>	<b>- 3,3%</b>
Entreprises	–	5	–	–	–	–	–
Ménages	68	63	61	59	-13,2%	- 6,3%	- 3,3%
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>184</b>	<b>161</b>	<b>192</b>	<b>203</b>	<b>10,3%</b>	<b>26,1%</b>	<b>5,7%</b>
Entreprises	167	139	173	184	10,2%	32,4%	6,4%
Ménages	17	22	19	19	11,8%	-13,6%	–
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Autres crédits</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>37</b>	<b>34</b>	<b>13,3%</b>	<b>-15,0%</b>	<b>- 8,1%</b>
Entreprises	30	40	37	34	13,3%	-15,0%	- 8,1%
Ménages	–	–	–	–	–	–	–
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>8</b>	<b>–</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-87,5%</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
Entreprises	1	–	–	–	–	–	–
Ménages	7	–	1	1	-85,7%	–	–
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 232</b>	<b>1 312</b>	<b>1 326</b>	<b>1 364</b>	<b>10,7%</b>	<b>4,0%</b>	<b>2,9%</b>
Entreprises	295	279	298	318	7,8%	14,0%	6,7%
Ménages	965	1 062	1 055	1 072	11,1%	0,9%	1,6%
Autres agents	–	–	–	–	–	–	–
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>96</b>	<b>96</b>	<b>- 4,0%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>–</b>
<b>Autres concours non ventilés</b>	<b>30</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>-66,7%</b>	<b>66,7%</b>	<b>25,0%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 361</b>	<b>1 417</b>	<b>1 430</b>	<b>1 469</b>	<b>7,9%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,7%</b>

## 2.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

Le ralentissement de l'encours des crédits accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission (51 % du total des concours accordés aux agents du Territoire au second trimestre 2008) se poursuit ce trimestre tant en rythme annuel (-4,2 %) que trimestriel (-5,3 %) pour s'établir à 1.543 millions de F CFP au 30 juin 2008.

La ventilation par nature, des concours hors zone d'émission, se révèle comme suit : crédits à l'habitat (39,7 %), crédits à l'équipements (26,4 %) et créances douteuses (24,1 %).



En glissement annuel, les crédits à l'habitat, les crédits à l'équipement et les créances douteuses nettes diminuent respectivement de -16,1 %, -8,3 % et de -11 %. Ils suivent la même tendance baissière sur le trimestre.

Les ménages sont les principaux débiteurs des établissements de crédits situés hors zone d'émission (65,6 % du total net de l'encours). Leur encours total, 918 millions de F CFP au 30 juin 2008, diminue de 14,7 % en glissement annuel et de -5,2 % sur le trimestre. Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (67 % de l'encours) enregistrent une baisse de 15,9 % au second trimestre 2008 par rapport à la même période un an plus tôt.

L'endettement des entreprises ralentit ce trimestre à -12,4 % sur un an et -4,9 % en rythme trimestriel (78 millions de F CFP au 30 juin 2008). Ces concours sont constitués à hauteur de 73 millions de F CFP de créances douteuses nettes et pour 5 millions de F CFP de crédits à l'équipement.

L'endettement en faveur des collectivités locales, exclusivement sous la forme de crédits à l'équipement (98,8 % du total) affiche un repli sur un an de 9,4 % et atteint 403 millions de F CFP à fin juin 2008.

TABLEAU V  
Concours de caractère bancaire gérés par des établissements de crédit situé hors zone d'émission

	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>445</b>	<b>430</b>	<b>429</b>	<b>408</b>	<b>- 8,3%</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>- 4,9%</b>
Entreprises	-	6	6	5	-	<b>-16,7%</b>	<b>-16,7%</b>
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	-	6	6	5	-	-	-
Ménages	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	445	424	423	403	<b>- 9,4%</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>- 4,7%</b>
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>731</b>	<b>664</b>	<b>640</b>	<b>613</b>	<b>-16,1%</b>	<b>- 7,7%</b>	<b>- 4,2%</b>
Entreprises	2	2	1	-	-	-	-
Ménages	729	662	639	613	<b>-15,9%</b>	<b>- 7,4%</b>	<b>- 4,1%</b>
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>418</b>	<b>409</b>	<b>397</b>	<b>372</b>	<b>-11,0%</b>	<b>- 9,0%</b>	<b>- 6,3%</b>
Entreprises	87	79	75	73	<b>-16,1%</b>	<b>- 7,6%</b>	<b>- 2,7%</b>
Ménages	331	330	322	299	<b>- 9,7%</b>	<b>- 9,4%</b>	<b>- 7,1%</b>
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>16</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>-62,5%</b>	<b>-25,0%</b>	<b>-14,3%</b>
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Ménages	16	8	7	6	<b>-62,5%</b>	<b>-25,0%</b>	<b>-14,3%</b>
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 610</b>	<b>1 511</b>	<b>1 473</b>	<b>1 399</b>	<b>-13,1%</b>	<b>- 7,4%</b>	<b>- 5,0%</b>
Entreprises	89	87	82	78	<b>-12,4%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>- 4,9%</b>
Ménages	1 076	1 000	968	918	<b>-14,7%</b>	<b>- 8,2%</b>	<b>- 5,2%</b>
Autres agents	445	424	423	403	<b>- 9,4%</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>- 4,7%</b>
<b>Provisions non ventilées</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres concours non ventilés</b>	-	<b>155</b>	<b>155</b>	<b>143</b>	-	<b>- 7,7%</b>	<b>- 7,7%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 610</b>	<b>1 666</b>	<b>1 629</b>	<b>1 543</b>	<b>- 4,2%</b>	<b>- 7,4%</b>	<b>- 5,3%</b>

### 2.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE (TABLEAU IV + V)

L'encours brut des crédits octroyés aux différents agents économiques par l'ensemble des établissements de crédits (installés ou non localement) s'établit à 3.012 millions de F CFP au 30 juin 2008, en hausse de 1,4 % sur un an. Cette évolution est alimentée par la croissance des crédits de trésorerie (+13,7 %) et des comptes ordinaires débiteurs (+10,3 %). A contrario, les crédits à l'équipement, les crédits à l'habitat, les autres crédits et les créances douteuses nettes accusent des baisses respectives de 6,2 %, 15,9 %, 13 % et 12,4 % en un an.

En variation trimestrielle, on constate une diminution de l'encours brut (-1,5 %) au 30 juin 2008, expliquée par la baisse des crédits à l'équipement (-1,6 %), des crédits à l'habitat (-4,1 %), des autres crédits (-9,1 %) et des créances douteuses nettes (-6,3 %).

A fin juin 2008, l'encours des ménages (1.990 millions de F CFP) s'inscrit en légère baisse de 2,5 %, en glissement annuel : les crédits à l'habitat (33,8 % de l'encours) et les créances douteuses nettes (15 % de l'encours), à l'origine de cette diminution de l'encours, accusent une baisse respective de 15,7 % et 11,2 %.

L'encours de crédits des entreprises est orienté à la hausse (+3,1 %) sur le second trimestre 2008, par rapport à l'année précédente: les crédits à l'équipement, les comptes ordinaires et les autres crédits ont augmenté respectivement de 14,5 %, 10,2 % et 13,3 % en un an.

Enfin, l'encours des prêts accordés aux collectivités locales diminue de 9,4 % à fin juin 2008, en rythme annuel. Cette évolution est exclusivement liée à la baisse des crédits à l'équipement.

Evolution de la répartition des crédits ZE et HZE (en millions de F CFP)

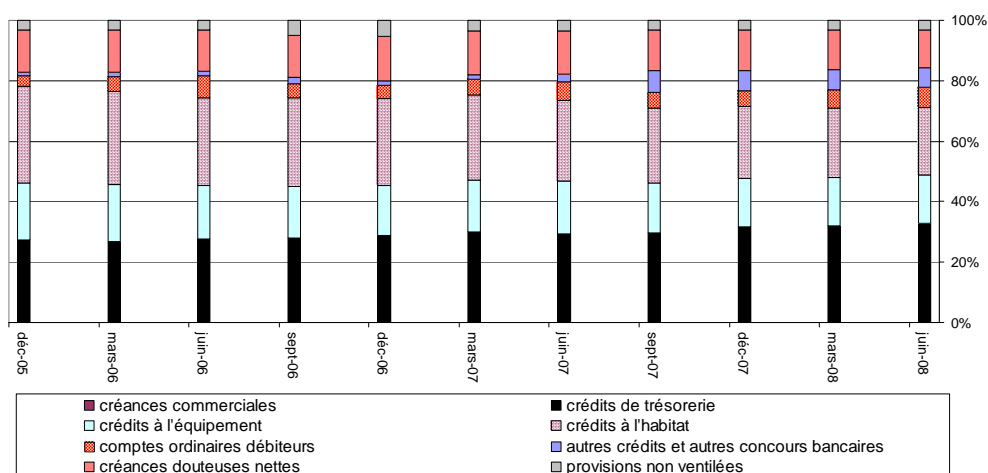


TABLEAU IV+V  
Concours de caractère bancaire toutes zones d'émission confondues

	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>873</b>	<b>977</b>	<b>974</b>	<b>993</b>	<b>13,7%</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,0%</b>
Entreprises	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	873	977	974	993	13,7%	1,6%	2,0%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>514</b>	<b>496</b>	<b>490</b>	<b>482</b>	<b>- 6,2%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>- 1,6%</b>
Entreprises	69	72	67	79	14,5%	9,7%	17,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	28	35	33	31	10,7%	-11,4%	- 6,1%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents	445	424	423	403	- 9,4%	- 5,0%	- 4,7%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>799</b>	<b>732</b>	<b>701</b>	<b>672</b>	<b>-15,9%</b>	<b>- 8,2%</b>	<b>- 4,1%</b>
Entreprises	2	7	1	0	-	-	-
Particuliers	797	725	700	672	-15,7%	- 7,3%	- 4,0%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>184</b>	<b>161</b>	<b>192</b>	<b>203</b>	<b>10,3%</b>	<b>26,1%</b>	<b>5,7%</b>
Entreprises	167	139	173	184	10,2%	32,4%	6,4%
Particuliers	17	22	19	19	11,8%	-13,6%	-
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>46</b>	<b>48</b>	<b>44</b>	<b>40</b>	<b>-13,0%</b>	<b>-16,7%</b>	<b>- 9,1%</b>
Entreprises	30	40	37	34	13,3%	-15,0%	- 8,1%
Particuliers	16	8	7	6	-62,5%	-25,0%	-14,3%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>426</b>	<b>409</b>	<b>398</b>	<b>373</b>	<b>-12,4%</b>	<b>- 8,8%</b>	<b>- 6,3%</b>
Entreprises	88	79	75	73	-17,0%	- 7,6%	- 2,7%
Particuliers	338	330	323	300	-11,2%	- 9,1%	- 7,1%
Autres agents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>2 842</b>	<b>2 823</b>	<b>2 799</b>	<b>2 763</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>- 2,1%</b>	<b>- 1,3%</b>
Entreprises	384	366	380	396	3,1%	8,2%	4,2%
Particuliers	2 041	2 062	2 023	1 990	- 2,5%	- 3,5%	- 1,6%
Autres agents	445	424	423	403	- 9,4%	- 5,0%	- 4,7%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>100</b>	<b>99</b>	<b>96</b>	<b>96</b>	<b>- 4,0%</b>	<b>- 3,0%</b>	<b>-</b>
<b>Autres concours non ventilés</b>	<b>30</b>	<b>161</b>	<b>163</b>	<b>153</b>	<b>-</b>	<b>- 5,0%</b>	<b>- 6,1%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>2 971</b>	<b>3 083</b>	<b>3 059</b>	<b>3 012</b>	<b>1,4%</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>- 1,5%</b>

## 2.3 LA MASSE MONETAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES

### 2.3.1 LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VI)

A fin juin 2008, la masse monétaire M3 a franchi le seuil des 6.000 millions de F CFP pour atteindre 6.089 millions de F CFP, en hausse de 21,2 % en glissement annuel. Cette croissance a été marquée par celle des dépôts à terme (+56,2 %), de la circulation fiduciaire (+10,4 %) et enfin des dépôts à vue (+22,9 %).

En rythme trimestriel, la masse monétaire M3 enregistre une hausse de 6,7 % au second trimestre 2008, résultant de la croissance des mêmes composantes qu'en rythme annuel.

Il convient de souligner que la part conséquente de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire (31 %) est autant liée au mode de règlement privilégié des transactions des wallisiens, sous forme d'espèces, qu'à la difficulté qu'ils rencontrent pour l'ouverture d'un compte bancaire.

TABLEAU VI  
Composantes de la masse monétaire à Wallis et Futuna

<b>COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA</b>							
	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008	<i>variations en pourcentage</i>		
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>M1</b>							
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>1 674</b>	<b>1 822</b>	<b>1 773</b>	<b>1 850</b>	<b>10,5%</b>	<b>1,5%</b>	<b>4,3%</b>
- Billets	1 675	1 822	1 773	1 849	10,4%	1,5%	4,3%
- Pièces	- 1	-	-	1	-	-	-
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 301</b>	<b>2 769</b>	<b>2 695</b>	<b>2 828</b>	<b>22,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>4,9%</b>
- Banque(s)	1 711	2 346	2 301	2 229	30,3%	- 5,0%	- 3,1%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	590	423	394	599	1,5%	41,6%	52,0%
<b>Total M1</b>	<b>3 975</b>	<b>4 591</b>	<b>4 468</b>	<b>4 678</b>	<b>17,7%</b>	<b>1,9%</b>	<b>4,7%</b>
<b>M2 - M1</b>							
	<b>397</b>	<b>458</b>	<b>382</b>	<b>388</b>	<b>- 2,3%</b>	<b>-15,3%</b>	<b>1,6%</b>
Comptes sur livrets	397	458	382	388	- 2,3%	-15,3%	1,6%
Comptes d'épargne logement	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M2</b>	<b>4 372</b>	<b>5 049</b>	<b>4 850</b>	<b>5 066</b>	<b>15,9%</b>	<b>0,3%</b>	<b>4,5%</b>
<b>M3 - M2</b>							
	<b>655</b>	<b>945</b>	<b>857</b>	<b>1 023</b>	<b>56,2%</b>	<b>8,3%</b>	<b>19,4%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>655</b>	<b>945</b>	<b>857</b>	<b>1 023</b>	<b>56,2%</b>	<b>8,3%</b>	<b>19,4%</b>
- Banque(s)	655	945	857	1 023	56,2%	8,3%	19,4%
- SPT	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-	-	-
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M3</b>	<b>5 026</b>	<b>5 994</b>	<b>5 707</b>	<b>6 089</b>	<b>21,2%</b>	<b>1,6%</b>	<b>6,7%</b>

## 2.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE (TABLEAU VII)

Le rythme de croissance des contreparties de la masse monétaire s'oriente favorablement ce trimestre par rapport à l'année précédente (+21,2 %) atteignant 6.089 millions de F CFP. Cette évolution résulte de la hausse des avoirs hors zone de la banque locale (+31,4 %) et de l'Institut d'émission (+11,1 %).

Par rapport au trimestre précédent, la hausse enregistrée est de 6,7 %.

La position extérieure nette suit la même tendance haussière : +34,6 % par rapport à la même période de l'année précédente et +1,5 % sur le trimestre résultant de la hausse des avoirs hors zone d'émission des établissements de crédits locaux.

TABLEAU VII  
Contreparties de la masse monétaire à Wallis et Futuna

<b>CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE A WALLIS ET FUTUNA</b>							
	30/06/2007	31/12/2007	31/03/2008	30/06/2008			
<i>en millions de F CFP</i>	m-12	m-6	m-3	m	m/m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>4 923</b>	<b>6 208</b>	<b>5 856</b>	<b>5 932</b>	<b>20,5%</b>	<b>- 4,4%</b>	<b>1,3%</b>
- Institut d'émission	2 642	2 971	2 904	2 935	11,1%	- 1,2%	1,1%
- Etablissements de crédit locaux (*)	2 281	3 238	2 952	2 997	31,4%	- 7,4%	1,5%
<b>Créances sur le Trésor public</b>	<b>515</b>	<b>358</b>	<b>360</b>	<b>547</b>	<b>6,2%</b>	<b>52,8%</b>	<b>51,9%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>- 411</b>	<b>- 572</b>	<b>- 509</b>	<b>- 390</b>	<b>- 5,1%</b>	<b>-31,8%</b>	<b>-23,4%</b>
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 361	1 417	1 430	1 469	7,9%	3,7%	2,7%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 772	1 989	1 939	1 860	5,0%	- 6,5%	- 4,1%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	582	596	601	605	4,0%	1,5%	0,7%
- Provisions sur créances douteuses	100	99	96	96	- 4,0%	- 3,0%	-
- Engagements hors zone d'émission (*)	236	241	240	245	3,8%	1,7%	2,1%
- Epargne contractuelle	-	-	-	-	-	-	-
- Divers	855	1 053	1 002	914	6,9%	-13,2%	- 8,8%
<b>Total</b>	<b>5 026</b>	<b>5 994</b>	<b>5 707</b>	<b>6 089</b>	<b>21,2%</b>	<b>1,6%</b>	<b>6,7%</b>
(*) Position extérieure nette du système bancaire local :	2 045	2 996	2 711	2 752	34,6%	- 8,1%	1,5%

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission de ces mêmes établissements.

## 2.4 L'EQUILIBRE EMPLOIS/RESSOURCES DES EC LOCAUX (TABLEAU VIII)

L'équilibre emploi-ressource des établissements de crédit du Territoire fait ressortir le faible volume de crédits distribués par le système bancaire (1.469 millions de F CFP au second trimestre 2008) par rapport aux dépôts collectés (3.605 millions de F CFP à fin juin 2008). En conséquence, la position extérieure nette est largement excédentaire, affichant 2.752 millions de F CFP au 30 juin 2008 sur un total de 4.336 millions de F CFP d'emplois.

L'évolution annuelle révèle, au niveau des emplois comme des ressources, une augmentation du montant des crédits bruts (+2,7 %) et des dépôts collectés (+33,2 %).

Le financement bancaire sur ressources propres se fait à hauteur de 16 % du total des ressources du système bancaire local (contre 19 % l'année précédente).

TABLEAU VIII  
Evolution du financement des crédits bancaires

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2007					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 361	39%	Dépôts collectés (- encaisses)	2 707	77%
Réserves obligatoires	94	3%	Financement sur ressources propres *	681	19%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	111	3%
(-) position extérieure nette des EC	2 045	58%	Réesc compte	ND	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>3 499</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>3 499</b>	<b>100%</b>

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 mars 2008					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 430	34%	Dépôts collectés (- encaisses)	3 502	82%
Réserves obligatoires	123	3%	Financement sur ressources propres *	697	16%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	66	2%
(-) position extérieure nette des EC	2 711	64%	Réesc compte	ND	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>4 265</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>4 265</b>	<b>100%</b>

FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2008					
Emplois			Ressources		
<i>en millions de F CFP</i>	montant	%	<i>en millions de F CFP</i>	montant	%
Crédits bruts	1 469	34%	Dépôts collectés (- encaisses)	3 605	83%
Réserves obligatoires	115	3%	Financement sur ressources propres *	701	16%
Réserves libres	-	-	Excédent des op. diverses des EC	30	1%
(-) position extérieure nette des EC	2 752	63%	Réesc compte	ND	-
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>4 336</b>	<b>100%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>4 336</b>	<b>100%</b>

(\*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

## 2.5 RAPPEL DES TAUX

### 2.5.1 LE TAUX D'INTERET LEGAL

Le taux d'intérêt légal est défini par la loi n°89-421 du 23 juin 1989 comme « égal, pour l'année considérée, à la moyenne arithmétique des douze dernières moyennes mensuelles des taux de rendement actuariel des adjudications de bons du Trésor à taux fixe à treize semaines ». Il sert notamment de référence pour le calcul des intérêts moratoires en cas de dégrèvement d'impôts, de liquidation judiciaire ou pour le calcul des intérêts de retard pour défaut de paiement des obligations cautionnées à la date de leur échéance.

Le décret n° 2008-166 du 21 février 2008 a fixé le taux d'intérêt légal à 3,99 % pour l'année 2008.

En %	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Taux d'intérêt légal	8,4%	8,82%	6,65%	3,87%	3,36%	3,47%	2,74%	4,26%	4,26%	3,29%	2,27%	2,05%	2,11%	2,95%	3,99%

### 2.5.2 LES TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM

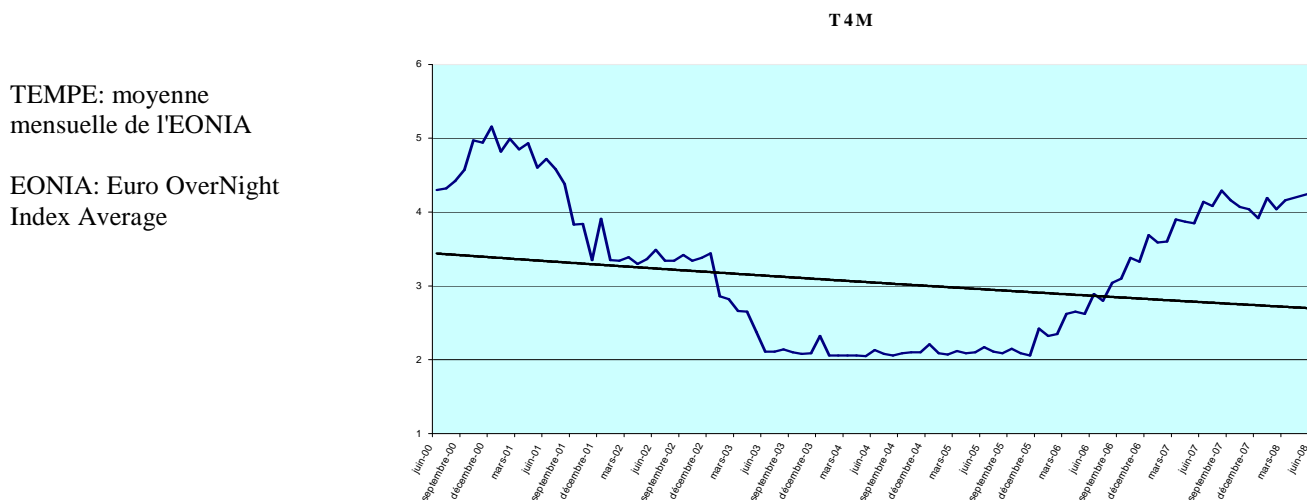
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables
taux de la facilité de dépôt	20/11/2007	2,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	20/11/2007	3,00%	5,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	6,45 % à 6,90 % (Taux SGFGAS depuis le 01/05/2008)
taux de la facilité de prêt marginal	13/06/2007	5,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/06/2007	5,00%	

### 2.5.3 LES TAUX DU MARCHÉ

#### Le taux de base bancaire

Le taux de base bancaire métropolitain est de 6,60 % depuis le 15 octobre 2001. Le taux de base bancaire local s'établit à 8,90 % depuis le 2 mars 1996.

#### Le taux moyen mensuel du marché monétaire et courbe de tendance



2.5.4 LES TAUX D'USURE

Prêts aux particuliers				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2007	2007	2008	2008
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	6,41%	6,63%	7,12%	<b>7,25%</b>
- Prêts à taux variable	6,53%	6,72%	7,05%	<b>7,16%</b>
- Prêts à taux relais	6,48%	6,53%	7,00%	<b>7,25%</b>
<b>Autres prêts</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181 920 F CFP (1)	20,39%	20,49%	20,88%	<b>20,60%</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,85%	19,80%	20,16%	<b>20,48%</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 920 F CFP	8,93%	9,04%	9,38%	<b>9,60%</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2007	2007	2008	2008
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,92%	11,49%	11,53%	<b>11,39%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,95%	7,51%	7,64%	<b>7,39%</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,09%	7,33%	7,64%	<b>7,73%</b>
- Découverts en compte (2)	14,48%	14,61%	14,71%	<b>14,29%</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,49%	9,72%	9,67%	<b>9,84%</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Seuils de l'usure	3ème Trim.	4ème Trim.	1er Trim.	2nd Trim.
	2007	2007	2008	2008
- Découverts en compte (3)	14,48%	14,61%	14,71%	<b>14,29%</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.



### **3. LES MISSIONS DE L'IEOM**

L'Institut d'Emission d'Outre-mer (IEOM) a été créé par la loi n°66-948 du 22 décembre 1966. Il exerce son activité dans les Territoires d'Outre-Mer français du Pacifique, où il remplit les missions de banque centrale :

**L'émission des signes monétaires** : l'IEOM émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP<sup>(1)</sup> (code ISO XPF), monnaie ayant cours légal dans les Territoires d'outre-mer. Sa parité a été fixée le 1<sup>er</sup> janvier 1960 à 100 XPF = 5,50 FRF (ou 1 FRF = 18,1818 XPF). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la parité du franc pacifique est définie par rapport à l'Euro (1 000 XPF = 8,38 EUR). L'IEOM met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2 et 1 F CFP.

**Les opérations de compensation interbancaire** : la chambre de compensation de Wallis et Futuna a été ouverte en janvier 1999. Auparavant, les établissements locaux étaient représentés au sein de la Chambre de compensation de Nouvelle-Calédonie, qui traitait aussi les opérations concernant Wallis et Futuna. Les chambres de compensation ont pour objet d'assurer entre les établissements participants le règlement par compensation des remises réciproques de diverses valeurs telles que les chèques, les virements et les effets. Le solde résultant de la compensation est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1995, l'Institut d'Emission d'Outre-Mer a mis en place un système de **cotation des entreprises**. La cotation est une mesure de la solvabilité à court terme d'une entreprise. Elle détermine l'éligibilité d'un crédit aux mécanismes de refinancement de l'Institut d'émission.

**Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions<sup>(2)</sup>, de crédits à taux réduits.

**Les services rendus à la communauté bancaire** (recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires...).

#### **3.1 L'EMISSION DES SIGNES MONETAIRES**

L'émission nette des « billets et pièces » émis par l'IEOM à Wallis et Futuna s'établit à 1.936,8 millions de F CFP au second trimestre 2008, en relative stabilité par rapport à l'année précédente (+0,6 %). Le montant total des billets en circulation représente 1.935,7 millions de F CFP avec 1.147 milliers de F CFP de pièces en circulation.

<i>en milliers de F CFP</i>	<b>31-déc-07</b>	<b>31-mars-08</b>	<b>30-juin-08</b>
Billets	1 923 576	1 842 916	1 935 660
Pièces	1 134	1 144	1 147
<b>Total</b>	<b>1 924 710</b>	<b>1 844 060</b>	<b>1 936 807</b>

(1) CFP: Change Franc Pacifique.

(2) Tous les secteurs économiques marchands sont éligibles au réescompte à Wallis et Futuna.

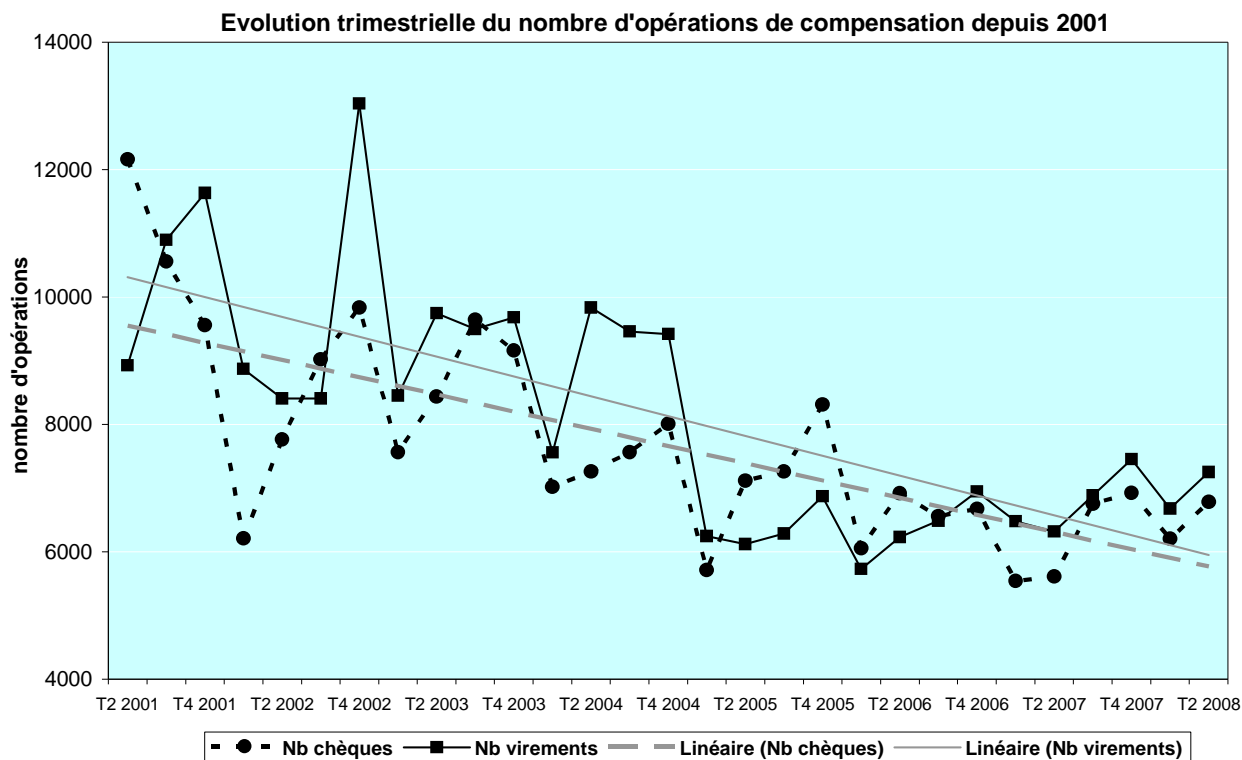
### 3.2 LES OPERATIONS DE COMPENSATION INTERBANCAIRE

Le tableau ci-dessous présente le nombre de valeurs et les montants traités par les différents établissements représentés au second trimestre 2008. A fin juin 2008, le nombre d'opérations de compensation a augmenté de 17,6 % par rapport à l'année précédente à 14.032 opérations. Le montant total des valeurs traitées est en légère hausse de 1,4 % ce trimestre, en glissement annuel, à 1.436,7 millions de F CFP.

En revanche, l'évolution trimestrielle révèle une baisse de 9,8 % du montant total au 30 juin 2008 tandis que le nombre d'opérations sur la période enregistre une augmentation de 8,9 %.

Périodes	2nd trimestre 2007	1er trimestre 2008	2nd trimestre 2008	Variation 2T08/2T07	Variation 2T08/1T08
Nb chèques	5 611	6 206	6 782	20,9%	9,3%
Montant	706 704 567	889 851 520	718 660 158	1,7%	-19,2%
Nb Virements	6 320	6 676	7 250	14,7%	8,6%
Montant	709 952 126	702 042 939	718 007 739	1,1%	2,3%
<b>Total opérations</b>	<b>11 931</b>	<b>12 882</b>	<b>14 032</b>	<b>17,6%</b>	<b>8,9%</b>
<b>Montant total</b>	<b>1 416 656 693</b>	<b>1 591 894 459</b>	<b>1 436 667 897</b>	<b>1,4%</b>	<b>-9,8%</b>

Les échanges interbancaires locaux, en nette perte de vitesse depuis 2001, se stabilisent ce trimestre autour 7 000 en moyenne de chèques échangés, contre plus de 10 000 en 2001, et 7 000 en moyenne de virements effectués sur la place.



Publication gratuite : 50 tirages

---

**Directeur de publication :**

M. Yves BARROUX

**Responsable de la rédaction :**

M. Raymond COFFRE

---

**Editeur:**

IEOM - Etablissement Public  
BP G5 Mata'Utu  
98600 UVEA  
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05

Fax : 72 20 03

Mail : [agence@ieomwf.fr](mailto:agence@ieomwf.fr)

**Achévé d'imprimé le 5 septembre 2008**

**Dépôt légal : 2008 n° ISSN 0296-3108**